



1er MAI 1985 LUTTER CONTRE L'ÉTAT ET LE CAPITAL

**MANIFESTATION
F.A.
BASTILLE
10 H**

C.N.P.F.

Pour le patronat
« flexibilité »
rime
avec « précarité ».
PAGE 3

Danemark

Grèves sauvages
des salariés
au pays
du consensus.
PAGE 9.

« Staline »

Film et livre
pour lutter
contre l'oubli
et le mensonge.
PAGE 10

Travailleurs paysans

Congrès du virage
constructif
ou dérapage
réformiste ?
PAGE 12



F°P. 2520

débats

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise organise le vendredi 26 avril, à 20 h 30, à la salle Mozart à Toulon, une conférence-débat sur le thème : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. d'aujourd'hui ». Avec la participation d'Alexandre Skirda et la projection du dernier film de B. Baisat « Ecoutez Marcel Body » (témoin et acteur de la révolution russe).

• POITIERS

Le groupe Berkman organise le mardi 7 mai à Croc-Bio, 4, rue de la Chaîne, à 21 h, une projection de diapositives sur le Nicaragua. Un militant anarcho-sindicaliste de retour du Nicaragua apportera son témoignage sur l'expérience révolutionnaire sandiniste.

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise du 25 avril au 4 mai un festival libertaire. Au programme, quatre soirées débats articulées autour d'un film ou d'un diaporama. Le 25 avril, « Quelle issue pour le tiers monde ? », avec « Vivre avec trois francs par jour ». Le 26 avril, « Résistance en Amérique latine », débat animé par des compagnons sud-américains, précédé de « Missing » de Costa Gavras. Le 27 mai, « L'autogestion », illustré par le diaporama « Espagne 36 ». Le 31 mai, « Quel syndicalisme aujourd'hui ? », avec « Streik » de O'Bull.

Ces soirées auront lieu à 20 h 30, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers. En guise de conclusion, le 4 mai, à 21 h, toujours au C.A.D., nous organisons une soirée dansante avec Radio-Gribouille. A ce festival libertaire seront présents le groupe libertaire Bull, des sympathisants libertaires et le C.A.R.M.

• TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Suite à la création d'une coordination libertaire des travailleurs de l'éducation, une réunion aura lieu le samedi 4 mai à 17 h, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche).

A cette réunion, sera abordé le problème des nouveaux intervenants dans l'école (patrons, politiciens, armée...) et quelle riposte peut-on faire en tant qu'anarchistes. Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

PARIS

Dans le cadre de ses conférences « L'Anarchie et la société moderne », le groupe Louise-Michel organise une réunion-débat le 26 avril, à 20 h, dans son local au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris, sur le thème « Le tiers monde : charité, solidarité, entraide, exploitation. Quels sont les rapports existants entre « pays riches » et pays du tiers monde ? Quels sont les rapports que nous, anarchistes, nous proposons ? »

• CHELLES

Le samedi 27 avril, à 20 h 30, le groupe Sacco et Vanzetti organise une réunion-débat sur le thème : « L'anticléricalisme d'hier et d'aujourd'hui : la Libre Pensée ». Avec la participation de Roland Boisdeveix, ancien rédacteur en chef de « La Raison » (mensuel de la Libre Pensée).

Le débat aura lieu au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

communiqués

LE MANS

Le groupe Zo-d'Axa tiendra ses permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• LILLE

Tous les vendredis, de 21 h à 23 h, vous pouvez écouter dans la région lilloise « La Voix sans maître » sur 99.6 MHz (tél. : 91.24.00). Thèmes des prochaines émissions : le Syndicat de la médecine générale (19 avril), Maurice Joyeux ou la vie d'un anarchiste (26 avril), des camarades de la C.F.D.T. nous parlent de la déréglementation aux P.T.T. (3 mai).

• POITIERS

Le groupe Berkman tient une permanence tous les mercredis, de 17 h à 19 h, à la Maison du Puits-de-la-Caille, 36, rue Saint-Symphorien, à Poitiers.

• CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg tiendra une table de presse au marché aux puces, tous les premiers samedis de chaque mois, à partir du mois d'avril.

• LA SEYNE-SUR-MER

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent un festival « Rock against Army », le samedi 4 mai, à 20 h 30, salle de la Bourse du travail, La Seyne-sur-Mer, avec les Béruriers noirs et Chily Boy (entrée 35 F).

• GARD

Le groupe libertaire du Gard organise désormais des permanences en son local : A.G.D.I.R., 26, rue des Orangers, 30000 Nîmes, les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 18 h à 20 h. Invitation cordiale à tous les sympathisants.

éditions

• AFFICHE

La Fédération anarchiste a édité une affiche (78 x 52) dont le thème est la gestion directe, en relation avec la campagne portant sur ce sujet. Il est possible d'acquiescer cette affiche à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 5 F l'affiche au-dessous de 10 unités et de 1 F 50 l'affiche pour une commande de plus de 10 unités.



• « VOIE LIBRE »

« Voie libre » n° 7 (organe anarcho-sindicaliste des transports) est paru, en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 6 F. Abonnements : 10 numéros, 50 F, et en soutien, 80 F. Chèques à l'ordre de Gerot, C.C.P. N° 0 65 60 85 S 020, Paris.



• « INFOS ET ANALYSES LIBERTAIRES »

Le n° 15 d'« Infos et analyses libertaires » vient de paraître. Il fait la part belle à un dossier sur l'antifascisme et l'antiracisme dans les Pyrénées-Orientales. Au sommaire, on y trouve aussi : Analyse sur les phénomènes d'immigration ; Point sur les luttes ouvrières dans le département ; Elections cantonales et « sottisier » ; Nouvelle-Calédonie... Des informations diverses agrémentent le tout.

Les contacts et les abonnements sont à adresser à : « Infos et analyses libertaires », B.P. 233, 66002 Perpignan cedex (C.C.P. n° 3 096 L, Montpellier). Tarifs des abonnements, un an (frais d'envoi compris) : normal, 40 F ; militant, 50 F ; soutien, 65 F. « Infos » est en vente à la librairie du Monde libertaire.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél. : 805.34.08

débats

• NICE

Le groupe de Nice organise une conférence-débat sur le thème : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. des goulags », avec Alexandre Skirda, le jeudi 25 avril, à la Faculté des Lettres, amph. 60. La projection du film de B. Baisat, « Ecoutez Marcel Body », introduira cette réunion publique (table de presse, entrée libre).

• CORBEIL

« Etre antimilitariste aujourd'hui, pourquoi ? » C'est le thème de la réunion-débat qui aura lieu vendredi 26 avril, à 20 h, 4, rue Renoir (Les Tarterêts), Corbeil.

• LE MANS

Le groupe Zo-d'Axa et l'Association culturelle d'expression libertaire organiseront le 4 mai un débat et une exposition autour de « Des dossiers noirs d'une certaine résistance » avec la participation du groupe Puig-Antich. Le débat et l'exposition se tiendront à la Petite Rotonde de la Maison des associations (Le Mans) le samedi de 14 h à 17 h.

Vous pouvez toujours vous brancher sur 100.1 MHz, de 16 h à 17 h car « Basta ! », émission d'expression libertaire, se fera l'écho de cette manifestation. Bref ! Un autre son de cloche dans ce concert de commémorations officielles du 40^e anniversaire de la victoire sur le nazisme.

NANTES

Le groupe F.G.-Lorca informe qu'il participera le 27 avril, à Nantes (Centre social de Saint-Herblain-Bourg), de 14 h à 20 h, à un forum sur le fascisme et la montée de l'extrême droite. L'intervention de plusieurs camarades de la Fédération anarchiste y est prévue. Un forum central de clôture fera le point sur les débats qui auront eu lieu précédemment (« Histoire et idéologie », « Economie et culture », « Femmes », « Minorités », « Stratégie »). Tous les libertaires de la région sont cordialement invités.

ANGOULÊME

Le groupe d'Angoulême organise, avec la participation de l'A.R.M.S. (Association de recherche sur la militarisation des sociétés), une réunion publique sur le thème : « Non à la guerre, non à la militarisation ! Objection-Insoumission ». Cette réunion sera animée par Pierre-Martial Cardona (éd. Avis de Recherche), à la M.J.C. Marengo, rue Piétonne, Angoulême, lundi 29 avril, à 21 h.

Dans les quatre prochains numéros du Monde libertaire (exceptionnellement à 16 pages pour le même prix) paraîtra le catalogue de la librairie du Monde libertaire.

Conservez donc ces pages spéciales (M.L. n° 573, 574, 575, 576) que vous pourrez reconstituer en brochure afin de connaître les disponibilités et les nouveautés en disques et livres de la librairie.

Les administrateurs

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Quand le patron dit « flexibilité »... Nouvelle agression raciste, Syndicats bleus — PAGE 4 : Un Bref, U.A.P., Ducellier, Grève des radios — PAGE 5 : S.L.T., C.F.D.T. : « No future » ? — PAGE 6 : Droit d'association en prison ?, Statuts de l'A.S.P.F. (extraits), Quelle insoumission ? — PAGE 7 : La gestion directe (B.D.) — PAGE 8 : La dissidence culturelle kanak, Manifestation, Les coupeurs de canne haïtiens en République dominicaine — PAGE 9 : Grève générale au Danemark, Irlande, Grande-Bretagne — PAGE 10 : « Staline » (livre et film) — PAGE 11 : Note de lecture, Gaston Couté, Programme R.-L. — PAGE 12 : Proportionnelle : le coup du père François, 3^e congrès de la C.N.S.T.P.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°56 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

QUAND LE PATRONAT DIT « FLEXIBILITÉ » IL PENSE « PRÉCARITÉ »

VA-T-ON assister à de nouvelles négociations sur la flexibilité de l'emploi ? On se souvient qu'après l'échec patronal de décembre 1984, les négociations entre patronat et syndicats sont restées au point-mort, au grand dam du gouvernement, obligé de prendre des décisions politiquement délicates, et de certains syndicalistes.

Le gouvernement tient beaucoup à la continuation de la « politique contractuelle » qui présente l'immense avantage de le dégager d'une part de ses responsabilités et de faire porter le chapeau des reculs sociaux aux syndicats. A l'époque des réformes du gouvernement Mauroy (5^e semaine de congés payés, retraite à 60 ans, 39 heures hebdomadaires), on se souciait beaucoup moins d'obtenir l'aval des « partenaires sociaux », car ces mesures sont de celles dont on préfère auréoler le pouvoir qu'en laisser le mérite aux organisations syndicales. Maintenant qu'il faut gérer la crise, on redécouvre les vertus de la négociation...

C'est d'ailleurs le gouvernement qui a joué un rôle décisif dans la reprise des négociations en lançant son projet des C.F.R. (contrats formation-recherche d'emploi) qui accorderait aux licenciés économiques une formation d'un an avec 70% de leur ancien salaire, sans préjudice du bénéfice ultérieur des prestations A.S.S.E.D.I.C. Cette proposition est suffisamment alléchante pour les syndicats, pour que certains (tous à l'exception de la C.G.T.) aient réclamé à cor et à cri la reprise des discussions, tandis que le C.N.P.F. se laissait prier, faisant la fine bouche sur des mesures qui ne lui coûtent pas un sou et sont susceptibles de faciliter les restruc-

turations en limitant les réactions des salariés licenciés.

Le C.N.P.F. entend bien profiter de l'occasion pour demander des contreparties qui font partie du domaine de la flexibilité de l'emploi. Conscient que les discussions de décembre ont capoté largement en raison de la remise en cause des seuils sociaux pour la désignation des délégués syndicaux et l'élection des délégués du personnel et des comités d'entreprise (respectivement 11 et 50 salariés), le patronat préférera sans doute éviter ce terrain pour porter ses « revendications » sur trois fronts essentiels.

- Faciliter les licenciements, ce qui semble pouvoir déboucher en contrepartie de la généralisation des C.F.R., même si ceux-ci ne sont en définitive que des « formations-parking » ne débouchant pas sur un nouvel emploi.

- Préparer les mutations technologiques, les restructurations qu'il juge nécessaires pourront être achetées par des plans de formation et de vagues promesses d'étudier l'hypothèse d'une réduction du temps de travail.

- Aménager le temps de travail, en généralisant au maximum le recours au temps partiel, au travail en équipes et au travail de nuit et du week-end (dans un but d'amélioration de la productivité).

Les syndicats pourront-ils accepter de donner leur caution à une démarche que leur base avait globalement condamnée il y a quelques mois, obligeant notamment les appareils de F.O. et de la C.F.D.T. à une savante marche arrière ?

Le moins que l'on puisse dire, à la lecture des différentes déclarations des confédérations, c'est que celles-ci ne se montrent guère optimistes. D'où et déjà, il est exclu que la C.G.T.

donne sa signature à un accord qui constitue un « moins » et qu'elle négociera que pour obtenir un « plus » : c'est à la fois vague dans les perspectives et clair dans la démarche. F.O. se montre très prudente : d'accord pour négocier la souplesse, mais elle préfère largement en parler secteur par secteur, dans le cadre des conventions collectives, ce qui évite de jeter les pleins feux de l'actualité sur des négociations dont les résultats seront moins de vagues et passeront plus inaperçus, et qui permet d'adapter sa démarche à la volonté de la base. La C.F.D.T. continue d'admettre que des acquis sociaux peuvent disparaître, mais elle exige alors des acquis de substitution, proclamant ainsi son refus d'une déreglementation générale du droit du travail, ce qui laisse entendre qu'elle est prête à accepter une déreglementation partielle pour des contreparties qui restent pour l'instant largement illusoire.

Quant au C.N.P.F., ses dirigeants gardent les yeux fixés sur l'horizon 86 et ne sont aucunement prêts à des concessions, à l'heure où la victoire de leurs amis politiques leur paraît certaine.

Dans ces conditions, les négociations qui vont reprendre bientôt ne semblent pas prêtes à déboucher. Parler de rendre l'emploi plus flexible, plus « souple », pour n'en retenir que les aspects qui tendent à le rendre plus précaire, ne peut que provoquer — et c'est encore heureux ! — le refus des syndicats. Si un tel accord aboutissait, les travailleurs en paieraient les pots cassés sans aucun bénéfice pour l'emploi. Le droit de vivre n'est pas négociable !

Alain Sauvage



COMMUNIQUÉ

La Fédération anarchiste appelle l'ensemble de ses sympathisants à manifester le 1^{er} mai à Bastille, à 10 h. Cette année encore, cette journée internationale sera pour nous, anarchistes, l'occasion de manifester notre solidarité avec les travailleurs de tous les pays et plus particulièrement avec les mineurs britanniques, victimes de la répression. Ce 1^{er} mai, réaffirmons notre combat contre l'Etat et le capitalisme et pour la gestion directe.

Fédération anarchiste

Editorial

LES mesures prises par le gouvernement vont dans le bon sens, mais sont insuffisantes » a déclaré dernièrement un responsable syndical dont nous taillons la marque... Depuis mai 1981, ainsi va le monde syndical, cherchant dans les agissements du gouvernement des justifications de leurs engagements électoralistes.

Chacun essayant d'interpréter et d'infléchir la politique gouvernementale à l'usage des débats internes ; mais pour l'opinion publique, le syndicalisme français est à la remorque de l'Elysée.

Aucune surprise si le 1^{er} mai 1985 est semblable à celui de 1984, du moins à Paris, la C.G.T. et la C.F.D.T. défilant séparément. Fin mars, l'union régionale parisienne C.F.D.T. avait écrit aux organisations régionales de la C.G.T., de F.O., de la F.E.N., de la C.G.C. et de la C.F.T.C. pour proposer une organisation commune du Premier Mai.

Trois objectifs étaient proposés : emploi, réduction du temps de travail, lutte contre le racisme et solidarité internationale. Aucun accord n'a pu être trouvé sur ces thèmes pourtant communs à la plupart des syndicats. La récente négociation sur la flexibilité du travail plane sur les directions syndicales et la C.G.T. entend clamer haut et fort qu'elle est la seule à défendre les intérêts des travailleurs.

Nous savons qu'il y a loin des discours à la réalité quotidienne... La combativité d'une centrale n'étant pas uniforme d'une industrie à une autre. Les militants d'une entreprise et leur personnalité primant souvent sur l'« image de marque » d'une confédération.

Le Premier Mai dans le monde du travail a toujours été une journée de solidarité internationale où les travailleurs montraient leur détermination. Journée aussi de souvenir du meurtre des militants anarchistes de Chicago, des luttes ouvrières du siècle dernier pour la réduction du temps de travail.

Quand la Marseillaise et le drapeau bleu-blanc-rouge sont entrés dans les manifestations syndicales, ils n'ont précédé que de peu le muguet, les crèmes glacées et les majorettes. Pour nous, anarchistes, le Premier Mai n'est pas la fête du travail, glorifiée par Pétain et d'autres, c'est une manifestation de solidarité internationale.

Retrouver les origines du Premier Mai, manifester contre l'Etat et le capitalisme quelque que soit le régime en place, c'est ce que nous ferons dans les rues ce mercredi 1^{er} mai 1985 !

SYNDICATS BLUES

ÇA ne va pas très fort actuellement au niveau des médias pour l'idée même du syndicalisme. Il faut dire que les représentants patentés : C.G.T., C.F.D.T. ou F.O., ne font pas grand chose pour relancer le niveau.

Vestige unitaire du syndicalisme enseignant, la F.E.N., après les escarmouches avec F.O., se voit attaquée par la C.G.T. « Aujourd'hui, la C.G.T. est la seule centrale syndicale absente chez les enseignants. A l'heure où l'on fait tout pour concentrer les forces hostiles au syndicalisme de classe contre la C.G.T., celle-ci peut-elle se permettre d'être absente d'un terrain vital, celui de l'enseignement ? Doit-on laisser les troupes dispersées ? » Thérèse Hirsberg, secrétaire générale des fédérations de fonctionnaires C.G.T. a été claire dans ses propos ! D'autant qu'ils étaient prononcés à la tribune d'un congrès syndical.

Le « combat de classes » va être dur à la rentrée, et seule

la C.G.T. peut y faire face, donc il faut que tout le monde rejoigne la centrale de Montreuil ? Briser l'unité d'une organisation pour renforcer les efforts baissants d'une autre, est-ce une bonne démarche syndicale ?

Peut-être même que Edmond Maire, Alain Touraine et Michel Noblecourt en ont causé sur France-Culture dans l'émission « Le grand débat : crise et avenir du syndicalisme » ! Le numéro d'équilibriste auquel le responsable suprême de la C.F.D.T. se livre, à l'approche du congrès de Bordeaux, ne me fait pas regretter d'être resté ce soir-là sur 89.4 MHz !

Pour André Bergeron, tout semble aller bien depuis qu'il a pris, dernièrement, un petit déjeuner avec le président de la République. Selon le secrétaire général de F.O., François Mitterrand est « parfaitement conscient du problème des chômeurs en fin de droits », et le gouvernement doit chercher des solutions... Tout va très bien Madame la Marquise ?

Pendant ce temps, la C.G.C. demande au C.N.P.F. « que s'ouvre une négociation rapide, franche et complète » sur la flexibilité.

Triste décor pour un Premier Mai où la solidarité ouvrière internationale ne sera pas la préoccupation majeure des états-majors syndicaux. Alors, tous au rendez-vous à 10 h, place de la Bastille, avec la Fédération anarchiste !

Thierry
Gr. Pierre-Besnard

NOUVELLE AGRESSION RACISTE

Le poison distillé au fil des discours racistes fait de plus en plus d'adeptes. Après les assassinats de Nourredine, à Miramas, et d'Aziz Madak, à Menton, les attentats continuent. Mardi 9 avril, à 18 h, Khomba Damba, 53 ans, travaillant au chargement de sacs d'engrais à l'usine A.Z.F. de Grand-Quevilly (près de Rouen), se rend au foyer de travailleurs immigrés « Sarcelles ». Une voiture blanche avec, à son bord, deux individus fonce sur le trottoir où Khomba se trouve, le fauchant. Il se trouve maintenant à l'hôpital avec une fracture du crâne. Les deux agresseurs ont évidemment pris la fuite...

La gangrène nationaliste et raciste que distillent Le Pen et consorts s'étend... même ici, à Grand-Quevilly, fief de Fabius qui, avec son équipe municipale, a tout fait pour créer un ghetto dans la vieille ville.

Une manifestation appelée par la C.G.T. et la C.F.D.T. d'A.Z.F., les Astis et les organisations antiracistes de la région rouennaise a eu lieu devant la mairie de Grand-Quevilly vendredi 19 avril.

« Le poison du racisme est par nature mortel, dit la C.G.T. dans un tract, il est du devoir de chacun de le combattre tant dans le quotidien du travail que dans le quotidien de la vie. » Les manifs antiracistes, mêmes si elles sont nécessaires, laissent un goût amer. Surtout quand on sait que les crapules racistes qui commettent les agressions courent toujours et se sentent fortes de l'impunité dont elles jouissent la plupart du temps.

J.-P. Levaray
Gr. de Rouen

en bref...en bref...

• Des organisations antiracistes et diverses organisations politiques organisent le 27 avril 1985, à Nantes, un forum sur le fascisme. Cela se passera au centre social Saint-Herblain-Bourg.
Au programme, cinq thèmes :
« Historique et idéologie du fascisme » ;
« Les femmes et le fascisme » ;
« Les minorités et le fascisme » ;
« Stratégies de lutte par rapport au fascisme » ; et en soirée : fête.
Pour toute correspondance :
A.D.I.R., 3, rue Amiral-Duchaffault,
44100 Nantes.

• A l'initiative du Comité de soutien aux emprisonnés de la C.N.T. du Pays basque, un meeting est organisé vendredi 26 avril, à 19 h 30, à la Bourse du travail, salle Varlin.
Thèmes du meeting :
« Arrêt des poursuites et libération des syndicalistes emprisonnés » ;
« Dénonciation de l'état de siège et de l'usage permanent de la torture au Pays basque espagnol » ;
Informations sur les luttes ouvrières et syndicales en Espagne et au Pays basque ».
Bourse du travail :
3, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e (métro République).

• A l'initiative de la C.N.T.-A.I.T., régionale de l'extérieur, un meeting est organisé le 1^{er} mai, salle des Arceaux, Montpellier, à partir de 9 h.
A cette occasion, des compagnons de la Fédération anarchiste interviendront à propos de la situation économique et politique en France. Ils précéderont les orateurs de la C.N.T. Les groupes locaux de la F.A. tiendront un stand.

• Des lycéens anarchistes du XIII^e arrondissement (Paris) éditent un journal *Air libre* qui paraît à peu près tous les deux mois. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire, de même qu'un autocollant.
Le n° 3 fait l'objet d'un dossier subversif (à suivre) sur l'anarchie, un reportage sur Greenpeace, 1984 revu par les dessinateurs, etc.
Prix du journal : 6 F, et autocollant : 2 F. Prix militant : 10 F, les 10 exemplaires.
Envoyer vos impressions, initiatives, dessins, articles, etc., à :
Air libre, c/o Cultures au quotidien, 21, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris.

• Le n° 5 de la revue *Otages*, bulletin pour l'expression des détenus, vient de paraître.
Au sommaire : Censure contre *Otages*, Mises à l'isolement, Lettre de Roger Knobelspiess, Répression contre les insoumis, Affaire Mouille, etc.
Le tout pour 8 F.
Otages, B.P. 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.
D'autre part, Yves Deschamps et Thierry Destrieux, rédacteurs d'*Otages* passeront en procès le 2 mai, à 14 h, 7^e chambre, T.G.I. de Lille. Affaire à suivre.



U.A.P. : LE SYNDICALISME EST MORT... ON AURAIT PU NOUS PRÉVENIR !

DU moins, une certaine forme de syndicalisme : celle qui consiste à n'agir qu'en fonction des intérêts du personnel et avec l'accord de celui-ci. De fait, quand des syndicalistes gênent en refusant de jouer le jeu de « partenaires sociaux » ou celui de la « concertation », la direction les ignore... et sanctionne les individus !

C'est ainsi que la direction de l'U.A.P. a fait savoir aux 7 militants C.G.T. convoqués pour un entretien préalable (1) le 18 avril 1985 que les sanctions qu'elle serait amené à prendre à leur égard étaient envisagées à titre individuel et non en tant que syndicalistes, représentants du personnel (2). Ce procédé habile lui permet de passer outre les protections qui peuvent couvrir les élus du personnel, en faisant passer, par la même occasion, les militants incriminés pour une poignée d'individus isolés et irresponsables.

Il est vrai que Mme Chassagne et ses zélés serveurs de la direction générale n'en sont plus à une « magouille » près pour tenter de briser la mobilisation du personnel des assurances collectives contre leur politique, et particulièrement depuis quelques mois, contre leur projet de restructuration-filialisation. C'est ainsi que le 2 avril, une note de service annonçait au personnel le transfert de 50 salariés à la Tour Assur (La Défense) le lendemain même. Cinquante autres salariés devant être transférés à leur tour la semaine suivante, alors que tout laissait supposer que les premiers déménagements n'interviendraient pas avant au moins quelques mois.

UAP ASSUREUR N° 1 OBLIGE... OBLIGE À LUTTER !

Non à la restructuration
Non à la casse
Non à la filialisation

Union des assurances de Paris CGT

Devant les nombreux problèmes rencontrés par les salariés lors du premier déménagement, les militants C.G.T. de l'établissement ont alors décidé de bloquer physiquement le second avec l'accord du personnel (3).

Qu'il soit toutefois clair que, si notre lutte peut apparaître à beaucoup comme un simple refus de transfert du personnel, les déménagements ne sont, pour nous, que la première phase d'un projet de restructuration dont les conséquences sur l'emploi seront à court terme désastreuses. En effet, il s'agit de regrouper géographiquement trois secteurs (4) en un seul, entraînant ainsi, d'ici quelques années, et grâce à l'informatic des doubléments (ou triplement) de postes, donc des suppressions d'emplois (5). Or, il n'est pas question d'attendre les lettres de licenciements pour tenter d'en limiter le nombre par la négociation, ou pour commencer à lutter ! C'est certainement cette forme de syndicalisme qui déplaît autant à Mme Chassagne et qu'elle tente de nier en sanctionnant des individus. Qu'elle ne s'y trompe pas : ce ne sont pas les conseils de discipline qui nous empêcheront de continuer à agir pour la seule défense des intérêts des salariés, et avec eux !

Liliane

(1) Entretien prévu en cas de sanctions plus graves que l'avertissement ou le blâme.

(2) Curieusement, les membres de la direction accompagnant l'huissier, venu constater l'« infraction », ont pu reconnaître celle-ci sur l'identité des militants incriminés, sans pouvoir renseigner cette même direction sur leur appartenance syndicale... La direction aurait-elle, pour une fois, oublié de lire nos tracts ou nos affiches ?

(3) Voir M.L. n° 571 du 18 avril 1985.

(4) *Vie*, Capitalisation et Assurances collectives.

(5) La presse professionnelle annonçait d'ailleurs récemment quelques 25 000 licenciements dans le tertiaire pour les années à venir !

HÔPITAUX GRÈVE DES RADIOS A LYON

LORSQU'ON travaille dans un service de radio à l'hôpital, on s'expose jour après jour à des radiations nocives dont l'accumulation régulière est très dangereuse. Ce qui justifie dans la plupart des services l'attribution de « congés radiologiques » afin de soustraire le personnel aux rayons ionisants. Mais voilà, ces congés n'ont pas de base légale nationale. Ils ont été accordés, depuis quarante ans parfois, par les conseils d'administration des hôpitaux.

Ce qui explique les conditions très diverses d'un hôpital à l'autre. Ici, quinze jours ; là, huit jours, trois semaines ; ailleurs, rien du tout... C'est aussi le prétexte qu'a pris le ministère de la Santé, dans une circulaire du 30 janvier dernier, pour supprimer, purement et simplement, les « congés rayons ». Le ministère avance l'amélioration des conditions de sécurité pour justifier sa mesure. Devant cette mise en cause des conditions de travail, cette « rupture de contrat », la riposte n'a pas traîné. En grève à 95%, il y a une quinzaine de jours, les personnels de radiologie de Lyon forment

une coordination avec l'inter-syndicale C.F.D.T.-C.G.T.-F.O. L'idée d'une journée d'action régionale, le 28 février, est lancée : pari tenu. Jeudi dernier, 300 personnes de la région tiennent un meeting à la Bourse du travail de Lyon et vont réclamer à la préfecture le rétablissement des congés. Au cours du meeting, plusieurs interventions ont souligné la mauvaise foi du ministère : « Même si les conditions de sécurité ont évolué, on prend obligatoirement des rayons en travaillant ». Le vrai problème, c'est celui des effectifs : « En supprimant nos congés, l'administration pourrait dégager des postes pour les réemployer dans d'autres services ». C'est cela la vraie raison d'une mesure qui fait bon marché de la santé du personnel !

Un objectif a été défini : l'abrogation de la circulaire ministérielle et la reconnaissance du bien fondé des congés. Cela pourrait se concrétiser en mentionnant ceux-ci dans le statut du personnel hospitalier, discuté à la session parlementaire du printemps. D'ici là, il s'agit de construire un rapport de force national. C'est le sens d'une motion adoptée à Lyon et adressée aux fédérations nationales. Elle propose aussi d'aller plus loin, sous forme de coordination nationale. Le meilleur atout des « radios » pour faire échec à la division, à l'éparpillement, c'est leur combativité et leur exigence d'unité pour faire céder le ministère.

Fred

Alpes-de-Hte-Provence

CAUTION RADIOACTIVE MATERIAL



DUCELLIER

TOUTE activité devait cesser lundi 15 avril à Issoire où le groupe Valéo veut fermer l'usine Ducellier et licencier 1 800 personnes. Cette opération « ville morte » étant soutenue par l'ensemble des partis politiques de gauche (P.S., P.C., P.S.U.) et syndicats (C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.G.C.) (1), y avait-il une unité à la base comme on l'a connue dans la sidérurgie lorraine ?

La C.G.T. se place comme la seule organisation syndicale à avoir dès le début combattu les licenciements et la C.G.T. Auvergne appelait en ce lundi à une grève de 24 heures dans les entreprises du bassin auvergnat.

Mais, à la place de la C.G.T., c'est souvent le Parti communiste qui s'exprime. Ainsi, ce sont les fédérations du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire qui déclarent : « Les travailleurs de Ducellier et la population du val d'Allier peuvent faire triompher d'autres choix et d'autres solutions que ceux décidés par Valéo ».

A Créteil, où avait lieu la dernière réunion du comité central d'entreprise, la direction présentait officiellement le plan de restructuration prévoyant 1 800 suppressions d'em-

ploi ; la C.G.T. a quitté la réunion. Mais quatre heures n'ont pas suffi à la direction pour obtenir l'aval de ses « partenaires sociaux ». La C.F.D.T., elle, « refuse de discuter tout plan social sans une remise en cause préalable du plan industriel et la direction n'a fait aucune proposition. »

Face à la situation de blocage de la direction, un front syndical uni serait bénéfique pour les intérêts des travailleurs. « D'abord le Parti », titrait *L'Humanité* sur un article de Charles Fiterman. Est-ce la seule doctrine syndicale de la C.G.T. ?

A.P.

(1) La C.G.C. se laissant porter par le flot, car son secrétaire M. Marchelli, accepte la fermeture de l'usine, se bornant à réclamer une « société de conversion permettant la création d'emplois alternatifs ».

S.L.T. USINOR-DUNKERQUE NORMALISATION ET AUTO-ORGANISATION

On se souvient encore des coups de balai syndicaux des années 1970-1980 : l'union locale C.F.D.T. des 8^e et 9^e arrondissements de Paris ; le bureau de l'Union départementale C.F.D.T. de la Gironde ; les vingt membres de la commission exécutive de la section C.F.D.T. du centre de tri de Lyon gare ; les sections des P.T.T. C.G.T. de Bagnolet, celle de l'H.P. de Villejuif ; les collectifs féminins de la C.G.T. ; la rédaction d'Antoinette, et nous en oublions des dizaines. A Lyon, une militante, « ancienne et expérimentée », de la C.G.T. s'est suicidée ; au congrès de Lille de la C.G.T., en 1982, Jean-Louis Magnat, après avoir été hué par une salle qui l'écouait naguère religieusement, n'a trouvé que le maigre réconfort du salut fraternel des sempiternels opposants, lorsqu'il se déplaçait comme une ombre parmi un millier de délégués qui ne le voyaient pas.

Du délégué du personnel au secrétaire confédéral, la réaction de l'exclu est souvent la même : une sorte d'abattement devant l'absurdité. Bien sûr, on se bat. On prend contact avec les divers hérétiques du mouvement syndical ; on fait des déclarations, on édi-

te des tracts, on utilise les fichiers d'adresses. Les motions sont présentées, votées un peu partout. Et puis, le train-train reprend le dessus ; quoi de plus difficile que de combattre sur deux fronts, contre le patron, qui exploite sans vergogne la situation, contre la bureaucratie, qui devient soudainement sourde et muette.

Quelques fois, en outre, l'exclu doit retrouver du travail. Parce qu'il est, après avoir été vidé du syndicat, licencié de son entreprise. Nous nous souvenons de cet animateur d'un théâtre de la banlieue parisienne, membre de la C.G.T. et du P.C.F., qui hésita longtemps à exprimer publiquement son désaccord, sur la Pologne, sur l'exclusion d'Henri Fizin, et qui perdit son emploi dans la semaine qui suivit sa protestation.

Normalisation

Dans la plus grande majorité des cas, la normalisation passe ; le mouvement syndical est affaibli, les sections d'entreprise concernées se rétractent à quelques têtes, le taux de syndicalisation diminue. Mais la direction syndicale conserve le contrôle, le droit de dire oui ou non, de

négoier, de lancer ou de retenir l'action.

Pourtant, « casser les gauchistes » ou « évacuer les coucous », solution simple à un problème embarrassant, a eu sans doute plus de conséquences que ne le prévoient les stratèges du syndicalisme bien cadré. La chirurgie laisse des traces parmi les travailleurs ; et



lorsqu'on réprovoque l'individualisme non solidaire qui paraît se développer, le « ma gueule d'abord » et le « démerde-toi », il est nécessaire de ne pas oublier l'extrême réalisme de ceux qui sont astreints au salariat.

La bureaucratie syndicale ou politique est un monstre qui se dévore les pattes, parce

qu'elle détruit ou affaiblit ce qui lui a donné naissance, le dévouement des militants de la classe ouvrière. Sans militants, pas de sections d'entreprises, pas de collecteurs de timbres ; l'organisation passe en chute libre.

Dissoudre le peuple, disait Brecht ; des bruits courent, dans les étages intermédiaires du mouvement syndical, que des responsables confédéraux souhaiteraient bien être considérés comme d'utilité publique, ce qui permettrait d'accéder au financement du même nom. Pouvoir enfin payer les permanents sans être obligés de tenir compte, au sens exact, des rentrées de cotisations.

Auto-organisation

Lorsqu'on évoque une victoire, une authentique victoire de la classe ouvrière — même si elle est petite —, on songe d'abord aux camarades. Il est agréable de penser que ceux-là ne se sont pas faits écraser. Ils ont résisté ; la solidarité leur fut apportée, mais eux, eux seuls, ont supporté l'essentiel du choc.

La décision fut prise dans un prétoire, le 28 février 1985. Le syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque a

été reconnu représentatif dans l'entreprise. Claudestin, il était déjà le deuxième en nombre.

Lorsqu'ils furent exclus de la C.F.D.T., on les accusa d'avoir mis les mains dans la caisse, puis d'avoir des tendresses pour les Renseignements généraux ; lorsqu'ils témoignèrent contre les conditions de travail qui tuèrent dans l'aciérie, on licencia l'un d'eux, qui est toujours sur la liste noire du patronat, laquelle n'existe pas comme chacun sait. Ceux qui collaient leurs affiches furent mis sous contrôle judiciaire. Le XIX^e siècle ! Ils ont touché un tabou : la représentativité des cinq centrales nationales. Ils ont joué à l'auto-organisation, dans le secteur nationalisé, sous un gouvernement de gauche, avec un P.D.-G. « proche » du parti socialiste. Voilà bien des impertinences !

Sans doute, tout reste à faire ; l'implantation, l'enracinement, le développement extérieur ; en quelques mots, le rapport de forces. La normalisation n'est pas passée partout. La résistance est possible et l'exemple peut faire des émules. Bravo, camarades !

J. Toublert

Syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque, Centre social, place de l'Europe, 59760 Grande-Synthe.

C.F.D.T. : « NO FUTURE » ?

TOUTES les civilisations sont mortelles... L'atmosphère que l'on respire à la C.F.D.T. rappelle les miasmes de la fin de Rome. Alors que la décomposition gagne — fuite des adhérents, découragement des militants qui restent — un quarteron de dirigeants, appuyés par des permanents dociles et reconnaissants et par des « experts » — « politocrates » ou « technocards » — hantant les couloirs de Montholon ou Belleville, joue à un « syndicalisme de propositions » ! Le mélange chrétiens progressistes, marxistes new look et soixante-huitards sincères du congrès de 1970 laisse place à l'ouverture à tous les « adaptés sociaux » de cette fin de siècle : néo-libéraux à l'écoute des enfants de Coca-Cola ou des fils d'Hiro-Hito, patrons modernes et intellectuels branchés...

Tel Maire, tels fils ?

Les diverses interventions d'Edmond dans les gazettes et les lucarnes laissent beaucoup de militants déboussolés, moroses. Se voyant sans chef et (bientôt) sans troupes, ils ne savent trop à quel(s) saint(s) se vouer. Quitter un bateau ivre pour aller planter ses choux, élever ses chèvres ? Se faire exclure collectivement pour reconstruire un syndicat sur l'entreprise (tels le S.L.T., le S.D.B., le S.A.T., Air-Inter...) ? Résister sur les traces de P.A.D.S. (Pour une autre démarche syndicale), en se défiant des guides de la L.C.R. à la recherche perpétuelle d'une « gauche syndicale » ? Rejoindre l'insaisissable et insolent « Pancho Villa » (1) qui ne cache, Bakounine merci, aucune « orga » (2) ni aucun « polprog » (2) ?

Il était une fois dans le Sud-Ouest...

Bordeaux s'apprête à accueillir en juin prochain les délégués au congrès confédéral C.F.D.T. Il y a une dizaine d'années, elle avait — plus discrètement — accueilli les « épurateurs » du secteur confédéral chargés de suspendre crapuleusement l'Union départementale de la Gironde !

La C.F.D.T. va-t-elle devenir un partenaire social loyal, réhabilitant l'entreprise et s'adaptant au capitalisme moderne ? La récompense est au bout, puisqu'il est demandé dans le projet de charte financière de réfléchir sur de nouvelles sources de financement

du syndicalisme pour tenir compte de son « rôle social et d'utilité publique » !

Peut-on espérer qu'après les réactions franches et massives de rejet de la greffe flexibilité-précarité des perspectives nouvelles vont apparaître ? Pourtant beaucoup ont renoncé à proposer des amendements partiels à un texte dont c'est la logique d'ensemble qui est à changer. D'autre part, le manque de contacts horizontaux, d'échanges et d'approfondissements n'a pas permis à un ou plusieurs syndicats d'élaborer un contre-texte. C'est une fédération, Hacuitex (habillement, cuir, textile), qui a récemment fait connaître un contre-projet, demandant aux syndicats de s'y rallier (plus de 250 l'ont fait à ce jour). Alors est-ce la sortie du tunnel vers des lendemains qui chantent ?

Le Chevènement du congrès

Si ce texte fait appel à un syndicalisme offensif, doté d'une stratégie de lutte de masse et de classe, c'est au nom d'un retour magique au congrès de 1970 (l'auto-gestion, vous vous rappelez ?) sans tirer les leçons de ses ambiguïtés.

Plus grave, aucune référence n'est faite aux unions locales et départementales, dont la confédération s'efforce pourtant de réduire au maximum le rôle. Mais cette absence de l'interprofessionnel s'explique quand on lit ce que cette fédération tire comme leçons de la gauche au pouvoir : « La victoire de la gauche en 1981 a constitué une victoire pour la classe ouvrière », « La conquête du pouvoir politique, quelles qu'en soient les limites, n'en conserve pas moins toute son importance », « L'engagement dans la lutte politique reste le prolongement indispensable des luttes sociales. »

Elle affirme également sans rire : « La C.F.D.T. considère que le rôle d'un gouvernement de gauche doit être de prendre des mesures qui vont dans le sens des intérêts des travailleurs. » Doit-on rapprocher ces incantations du fait que plusieurs dirigeants d'Hacuitex appartiennent au C.E.R.E.S. ? L'événement du congrès se limiterait-il à une tempête dans un verre de Bordeaux où s'empoigneraient « mitterrandistes » et « chevènementistes » ?

Quel syndicat ?

Au-delà de ces péripéties, n'oublions pas qu'aujourd'hui encore des travailleurs adhèrent à une organi-

sation syndicale pour y défendre leurs intérêts à court et long terme. Participant régulièrement à l'animation de sessions de formation syndicale, je peux témoigner qu'on y entend une toute autre chanson.

A travers beaucoup d'interrogations, les discussions mettent en évidence :

- la nécessité d'un rôle quotidien des militants dans leur secteur (atelier, service), là où chacun se connaît, où les discussions sont plus faciles ;
- l'utilité de structures qui devraient permettre la coordination sur l'entreprise, mais aussi les contacts avec les travailleurs des autres entreprises ;
- le manque d'une formation plus vaste : économique, culturelle, aidant à lutter contre les préjugés transmis par les diverses institutions (famille, école, armée...), à libérer l'imagination.

Et pourtant, aujourd'hui, que de barrières pour recouvrir la solidarité avec les chômeurs, avec les travailleurs présents sur le même site (assistance technique, nettoyage, cantine, etc.) ou dans la P.M.E. voisine, ou avec ceux d'un autre pays ! La conscience de classe ne se révèle pas après une lecture émouvante, elle se vit par les rencontres, les échanges, les actions communes.

Est-ce un hasard si les modèles syndicaux proposés par les diverses obédiences politiques limitent les domaines d'intervention du syndicalisme, favorisent l'organisation par branches au détriment des structures interprofessionnelles, institutionnalisent le syndicalisme dans l'entreprise comme dans l'Etat ?

Nous ne pouvons accepter de rester des machines à produire du profit, enchevêtrés dans des relations de dominance et de hiérarchie. Nous sommes des individus aspirant à vivre autrement, avec d'autres rapports entre nous, à consommer différemment, à produire autre chose.

Pourquoi ne pas aborder tous ces problèmes dans nos structures syndicales, dans nos sessions de formation ? Pourquoi ne pas mettre en place des syndicats multiprofessionnels ? Pourquoi ne pas organiser les chômeurs dans les unions locales ? Pourquoi ne pas discuter de possibilités radicalement différentes ? Alors anarcho-syndicalisme ou barbare ?

Serge

(1) Groupe oppositionnel dans la C.F.D.T. dénonçant aussi bien la bureaucratie actuelle que les manœuvres de l'extrême gauche.
(2) « Orga » : organisation, « polprog » : programme politique de l'organisation.

DROIT D'ASSOCIATION EN PRISON ?

LE droit d'association en prison ? Dernière réforme de Badinter ? Nouvel aménagement-gadget de l'administration pénitentiaire ? Ou institution-soupape visant à retarder la prochaine explosion carcérale ? Rien de tout cela ! L'association syndicale des prisonniers de France (A.S.P.F.) existe bel et bien, il ne lui « reste » plus qu'à fonctionner... là commencent les problèmes.

Le silence et l'isolement

Les lois « garantissent » nos libertés : 10 000 ans pour codifier l'incodifiable ! La complexité croissante du droit ne peut nous faire perdre de vue que l'illégalité légiférée, puis la déviance traquée, ne sont que prétextes pour une privation de liberté toujours plus grande. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à se tourner vers la prison, véritable baromètre de développement — lisez : répression — d'une société. Sur quoi repose la prison, univers du non-droit ? Sur le silence, sur l'isolement, c'est tout ! Quelques hauts murs et l'« ignorance » du peuple feront le reste.

Si le silence est battu en brèche depuis quelques années avec l'apparition d'émissions prison,

complétant ainsi le militantisme « extérieur » : journaux, campagnes d'information, etc. ; l'isolement tient bon, sur lui glissent toutes les protestations, toutes les dénonciations et toutes les revendications des détenus.

Les prisonniers n'ont pas oublié !

Chacun sait que la prison n'existe pas uniquement entre les quatre murs de Fleury, que d'autres institutions, telles l'armée ou l'école, ont un point commun « étonnant » avec l'institution pénitentiaire, celui de ne pas respecter la liberté fondamentale et constitutionnelle d'association, pour raison... d'« ordre intérieur ».

Gageons que l'ex-candidat et ex-avocat Mitterrand aura à cœur de ne pas oublier ses prises de position d'alors, en faveur du droit d'association des détenus. Les prisonniers de France, eux, n'ont pas la mémoire courte. Ce combat ne date d'ailleurs pas d'hier, il n'y a qu'à relire le journal du C.A.P. en 1973 ; depuis longtemps déjà les prisonniers ont compris que, sans organisation, sans combat concerté, ils n'obtiendraient rien.

Soutenir ce principe du droit d'association en prison, ce n'est pas pour autant renvoyer notre abolitionnisme au rayon des idées généreuses ; est-il utile de rappeler ce qu'est l'attitude des anarchistes face à la prison et ce, depuis 150 ans ? Les apôtres de l'individualisme, les bon-

nes âmes de la clandestinité seront au rendez-vous, n'en doutons pas... pour expliquer aux intéressés ce qu'est la prison (!), pour mettre en évidence la nature proprement révolutionnaire et privilégiée du statut de prisonnier... j'en passe et des meilleurs. Qu'importe ! Mais n'oublions jamais, en revanche, que l'individu emprisonné n'est pas différent de l'individu du dehors, loin s'en faut, même si la privation « particulière » de liberté le pousse à la rébellion, le conduit à la mutinerie plus qu'ailleurs.

Alors ?

Alors ne faisons pas la fine bouche, s'il est encore d'autres espaces de « liberté » à conquérir de hautes luttes par les détenus, l'actualité est au droit d'association.

L'A.S.P.F. est l'œuvre des prisonniers eux-mêmes et c'est tant mieux ; il est permis de penser que cela nous changera du ron-ron habituel des associations gravitant autour de la prison ou qui en vivent ! Parions que cette re-prise en charge, de leur vie, par les détenus, ouvrira d'autres champs de luttes dont la finalité est d'abattre les prisons et ceux qui les fabriquent.

« Prison » (R.-L.)



QUELLE INSOUMISSION ?

CINQ insoumis totaux dans les geôles de l'Etat socialiste français : encore et toujours la répression, hélas ! Mais, pour le moins, cela faisait longtemps que l'on n'avait pas autant entendu parler des réfractaires, et plus particulièrement des insoumis totaux. C'est pourquoi il semble important de s'intéresser d'un peu plus près au problème de l'insoumission totale : pourquoi ce choix face au service militaire ? Quelle est, quelle peut être sa place dans le mouvement antimilitariste ?

Insoumission totale choix prioritaire ?

En tant que libertaires, la plupart des insoumis expliquent leur geste autant par des motivations d'ordre politique qu'humaniste. Ce qui explique le pourquoi de ce choix de l'insoumission totale comme forme privilégiée de refus du service national. En effet, il est clair que l'insoumission totale est ce qui « colle » le plus à la philosophie libertaire : ici, aucune compromission, que ce soit avec l'armée ou avec l'Etat, son commanditaire. Cependant, il y a souvent un pas de la théorie à la pratique, ou plutôt, à la réalité du monde qui nous entoure. Aussi, est-il difficile d'ériger l'insoumission totale

comme priorité stratégique dans le mouvement de refus du service national. Plus, il apparaît encore tout aussi difficile de prôner ou de privilégier une des différentes formes de refus du service national plus qu'une autre, surtout dans l'état actuel du mouvement antimilitariste (même si la campagne pour la libération des insoumis a été menée tambour-battant, il serait pour le moins hasardeux d'affirmer qu'elle annonce le renouveau de l'insoumission).

Que ce soit l'objection, l'objection insoumission au service civil, l'insoumission totale, la désertion, voire la réforme, chaque refus comporte ses avantages comme ses inconvénients : tant au niveau éthique, philosophique ou politique, qu'au niveau de la propagande et de la stratégie antimilitaristes.

Le poids de l'insoumission

Ainsi, l'insoumission totale peut être intéressante pour la propagande antimilitariste. En effet, ce geste — déjà spectaculaire en soi — peut créer une dynamique autour de lui, lorsque la campagne de soutien à l'insoumis s'effectue le plus efficacement possible : par le biais des médias, personnalités, élus locaux, galas, manifes-

tations, etc. Le procès, peut, lui, se transformer en une tribune pour les idées antimilitaristes et libertaires.

Mais, dans toutes les formes de refus du service national, il ne faut pas oublier la dimension humaine, l'implication personnelle contenue dans ce geste. N'importe qui, aussi antimilitariste soit-il, n'a pas forcément la trempe ou la préparation suffisantes (et il en faut !) pour assumer toutes les conséquences personnelles, morales, voire physiques qu'implique l'insoumission totale. Car, même avec le meilleur soutien possible, le risque de moisir un à deux ans derrière les barreaux ne doit pas être oublié

RASSEMBLEMENT

Un rassemblement organisé en soutien aux insoumis aura lieu samedi 27 avril, à 14 h, à Paris, sur le parvis de Beaubourg.

De la musique, des animations et une surprise seront de rigueur !

En attendant, une affiche en solidarité avec les réfractaires sera tirée. Elle est à commander au Comité de soutien aux insoumis, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le comité de soutien



STATUTS DE L'A.S.P.F. (EXTRAITS)

BUTS ET OBJECTIFS

Art. 2. — L'Association syndicale des prisonniers de France regroupe en priorité des détenus dans les prisons françaises quelles que soient leur nationalité, mais recherche aussi la participation de tous ceux qui désirent faire progresser le libre exercice du droit fondamental d'association à l'intérieur des prisons et sont sensibilisés au problème de la représentativité des détenus par eux-mêmes.

L'association ainsi créée permettra aux détenus de faire connaître les contradictions, les abus et les carences des systèmes judiciaires et pénitentiaires ; de donner à chaque prisonnier la possibilité de s'exprimer comme un homme à part entière ; de tout mettre en œuvre pour permettre aux détenus de dénoncer certaines pratiques, judiciaires et pénitentiaires, qui font d'eux des parias, des récidivistes en puissance ; de se donner les moyens d'agir dans le sens du présent article en développant d'abord le fonctionnement normal de la présente association à l'intérieur des prisons.

(...)

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Art. 9. — Le secrétaire et le trésorier, en plus des tâches propres à leurs fonctions (archives, courrier, cotisations), reçoivent pour mission de prendre sans délai contact avec les organisations et les personnalités soucieuses du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des valeurs républicaines afin de leur demander leur soutien pour assurer le fonctionnement de leur association et les aider à trouver les solutions humaines et juridiques pour qu'en prison soit respectée la liberté fondamentale et constitutionnelle d'association. Ils demanderont à ces personnalités et associations de bien vouloir étudier la publication d'un règlement intérieur prévoyant notamment les modalités de recherches des solutions de règlements des conflits pouvant naître de l'existence d'une association libre en détention.

Fait à Paris le 10 avril 1985

(sans parler de ceux que peuvent entraîner une éventuelle grève de la faim).

L'insoumis et le militantisme

Toujours dans le cas de l'emprisonnement, se pose aussi le problème de savoir si un militant est plus efficace en prison ou dehors, libre de ses gestes. Le mouvement antimilitariste, dans son état de faiblesse actuel, peut-il se permettre de faire l'économie de l'énergie militante, ne serait-ce que d'un de ses membres ?

Dans ce même ordre d'idée, le risque est grand, dans ce genre d'actions de voir l'énergie militante de l'antimilitariste se concentrer sur une période de temps bien définie : la tranche d'âge touchée directement par le service national. Si ceci n'a rien d'une règle générale, le risque est bien là. Certains en ont fait l'expérience.

L'insoumission et le militantisme

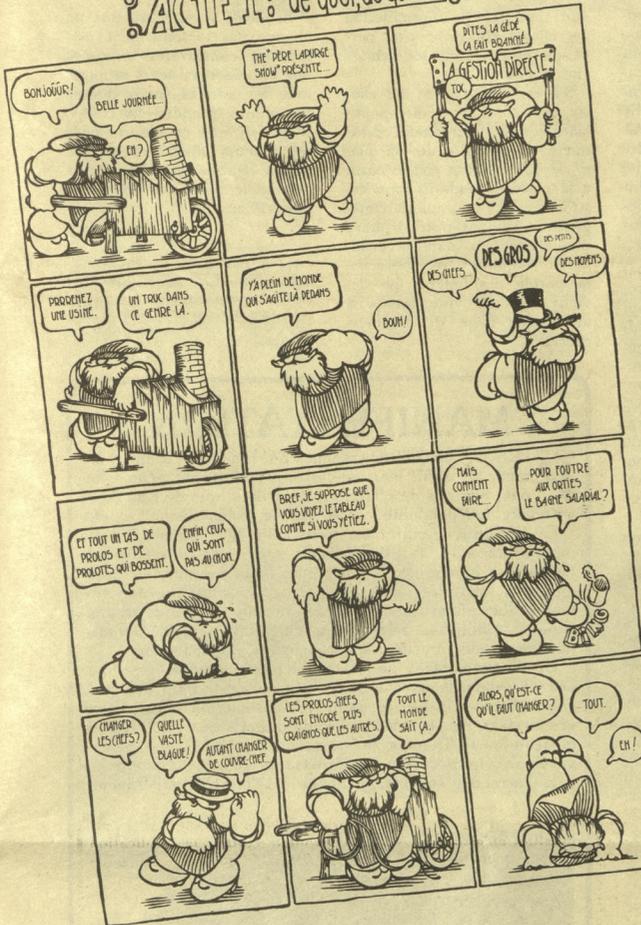
Enfin, il ne faut pas oublier une chose : si le service national est un problème majeur de la militarisation, ce n'est pas le seul. Supprimer le service militaire n'est pas abolir l'armée et la militarisation. Il suffit pour s'en persuader de regar-

der vers les pays sans service militaire. Il serait donc dangereux, voire inefficace de baser la lutte antimilitariste uniquement ou principalement sur le mouvement réfractaire. En outre, celui-ci ne porte-t-il pas en lui ses propres limites de par l'investissement personnel important (évoqué précédemment) exigé pour être réfractaires.

Faire échec au militarisme nécessite que l'on s'appuie également sur d'autres composantes, directement concernées : mouvement ouvrier (ordonnances de 1959) ; parents, élèves, enseignants (accords Armée-Education) ; mouvement écologiste (nucléaire), etc. La « propagande par le fait » : oui ! Mais ce n'est pas en l'occurrence obligatoirement le meilleur moyen d'élargir le champ social des idées antimilitaristes. Disons qu'une propagande et une lutte plus « classiques » (ce qui ne les empêche pas d'être imaginatives et virulentes) sur tous les terrains de l'antimilitarisme sont aussi nécessaires pour sortir le mouvement de sa marginalité. L'efficacité est à ce prix, quoi qu'il en coûte ! A nous, les réfractaires et les autres, de nous y atteler.

Frantz
Gr. d'Angers

de quoi, de quoi ?



mais comment donc ?



PIÈCE EN QUATRE ACTES.

la GESTION DIRECTE

allez, y voir...



ton truc, c'est pas l'auto-gestion ?



re-quel-
arti-
exer-
sons
tète-
con-
èmes
er la
; de
ncer
l'eux
yens
d le
rieur
pro-
vent
tions
me,
n de
t de
es et
men-
per-
tion
es de
nai-
1985
service
lange-
e ba-
e uni-
nt sur
e. En
il pas
es de
sonnel
édem-
éfrac-
arisme
e éga-
mpo-
ncon-
ordon-
s, élè-
s Ar-
ement
c. La
cui !
occur-
meil-
champs
ristes.
de et
ques »
e pas
entes)
l'anti-
néces-
ouve-
L'effi-
i qu'il
éfrac-
nous
Frantz
angers

LA DISSIDENCE CULTURELLE KANAK

L'INTRODUCTION de la langue française en Nouvelle-Calédonie s'est faite par l'intermédiaire des militaires, des prêtres et des pasteurs, c'est-à-dire ceux qui, dans un idéal de civilisation totalitaire, ont exercé une terrible répression sur les tribus mélanésiennes (1).

Depuis, l'expression culturelle et linguistique mélanésienne a cédé le pas aux appétits exclusifs de la domination occidentale, et ce, dans le plus grand mépris des réalités ancestrales qui régissent, encore aujourd'hui, le quotidien de la population kanak.

En matière d'éducation, il est établi que les écoles confessionnelles n'ont de leçons à recevoir de personne : il y a des millénaires qu'elles aliènent les enfants du monde entier, et il est bien normal qu'elles aient été aux premières loges en Nouvelle-Calédonie.

Comment devenir un bon colonisé ?

Ainsi, les missionnaires catholiques sur la Grande Terre, et protestants dans les îles Loyauté, ont prescrit leur religion et ont interdit les traditions non conformes à leur morale.

Des écoles de seconde zone, tenues par les missionnaires, ont inculqué aux jeunes Kanaks la langue française, en leur interdisant l'usage des langues mélanésiennes, en les incitant à la délation des dangereux pervers qui « blasphémaient » en s'exprimant dans leur langue maternelle. Elles ont inculqué aux enfants la possession individuelle, en leur offrant des objets et en réprimant très sévèrement tous ceux qui avaient eu le malheur de partager ou de donner ces objets. Enfin, pour vaincre la répugnance des Kanaks devant l'obligation d'envoyer les enfants dans ces écoles, les jeunes mélanésiens ont été soustraits à leurs tribus pour être scolarisés dans des villages de regroupement ou dans des internats.

En raison de méthodes pédagogiques aussi expéditives, il va de soi que l'échec scolaire

fit rage chez les jeunes Mélanésiens. Mais comme les jeunes Européens, qui en revanche se trouvaient dans une structure beaucoup plus adaptée à leurs besoins, franchissaient sans encombre les barrières de la réussite — ce qui suffisait largement à la logique religieuse —, il n'y avait donc pas de raisons que cela change.

D'ailleurs, cela ne changea pas. Et, pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler que le premier bachelier kanak a été diplômé en 1962 (2), et que pour la seule année 1982, sur 2 200 élèves mélanésiens en C.M.2, 47 seulement ont obtenu le bac.

Ecoles populaires kanaks

En mars dernier, le F.L.N.K.S. lançait une campagne de boycott de l'école et créait une structure parallèle. Mais, il est difficile, actuellement, de déterminer avec précision si le mot d'ordre du F.L.N.K.S. est largement suivi. Il apparaît que les pourcentages varient considérablement selon les lieux : à Thio, par exemple, plus de 80% des élèves ont boycotté l'école traditionnelle, alors que sur l'île de Maré, plus de 80% des élèves n'ont pas suivi le mouvement.

Afin de mieux cerner la réalité des écoles populaires qui se sont créées depuis mars dernier, prenons en référence l'organisation de la commission de Thio où le mouvement est le

plus solidement établi. La commission du F.L.N.K.S. de Thio s'occupe de 500 élèves qui sont issus de 12 tribus. Chaque tribu assure un fonctionnement autonome aux écoles qu'elle met en place. Une coopérative centrale, à Thio, achète et centralise tout le matériel scolaire qui est redistribué ensuite dans les tribus par de petites coopératives tribales qui rachètent ces fournitures.

L'enseignement est assuré par des jeunes qui sortent des écoles traditionnelles et par quelques enseignants kanaks, caldoches ou européens qui ont suivi l'école normale de Nouméa et qui, bien entendu, sont pro-indépendantistes. Au début, l'enseignement fut planifié dans la matinée, puis il fut étendu à l'après-midi ; les élèves sont répartis par groupes de niveau, comme dans les classes traditionnelles (C.P., C.E.1, C.M.1... jusqu'à la 3^e). Les cours sont répartis en deux catégories : l'enseignement général et l'enseignement coutumier.

Comme nous le disions précédemment, l'enseignement général est pris en charge par des jeunes dans les différentes matières : français, mathématiques, géographie (locale), histoire locale (liée au colonialisme), etc. L'enseignement coutumier est délivré par les anciens des tribus qui viennent, tour à tour, et par thème, inculquer aux élèves les liens familiaux, tribaux, claniques, la chefferie, la morale et les traditions foncières.

Ecole

« To be or not to be ? »

Certes, il est facile de comprendre les raisons qui ont amené les indépendantistes à retirer leurs enfants des « usines à coloniser » de l'administration française, mais pour nous, anarchistes, nous ne pouvons

que regretter la reproduction des clichés éducationnistes perpétués jusque dans les démarches dites originales.

S'il est dans l'ordre des choses que, dans les écoles populaires kanaks, la tradition coutumière ait repris toute sa place, la question reste entière quant à la place des enfants dans ces structures. La question de l'intégrité de l'enfant reste d'autant plus posée que, dans la civilisation coutumière mélanésienne, la parole des enfants ne devient effective que lorsqu'ils atteignent l'âge de l'adolescence.

Et même si cette structure ne change pas le fondement même des contraintes imposées aux enfants dans leurs rapports avec les adultes, nous devons néanmoins prendre en compte le fait que ce réajustement des valeurs contribue malgré tout à rétablir plus d'égalité là où seul le Blanc s'imposait depuis 130 ans.

Gr. Kropotkine

(1) Il faut savoir que quatre Kanaks sur cinq ont été massacrés lors de la colonisation française.

(2) Et non pas en 1968, comme nous l'affirmions à tort dans un article de mai 1984.

MANIFESTATION

PLUS de cinq mille personnes ont manifesté à Paris, samedi 20 avril, leur solidarité à la lutte du peuple kanak, aux cris de « Troupes françaises hors de Kanaky », « Kanaky indépendante », « A bas le colonialisme ! », etc.

La Fédération anarchiste participait évidemment à cette manifestation et a rassemblé de nombreux sympathisants derrière sa bannière. A noter que, pour une fois, les organisations libertaires (F.A., U.T.C.L., Coordination des étudiants libertaires) étaient placées devant les autres organisations politiques, derrière les différents groupes kanaks, guadeloupéens, martiniquais, réunionnais, guyanais, etc.

Un meeting, place de la République, a clôturé cette journée de solidarité avec tous les peuples se battant contre le colonialisme. Un représentant de l'association Informations et soutien au peuple kanak, un militant parisien du F.L.N.K.S. et Jean-Marie Tjibaou, président du F.L.N.K.S., ont pris la parole à cette occasion, réaffirmant la volonté du peuple kanak d'arracher son indépendance à l'Etat colonial français.

Gil



LES COUPEURS DE CANNE HAÏTIENS EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

EN 1980, le scandale éclate : le gouvernement d'Haïti, dirigé depuis 1957 par le clan Duvalier, loue des travailleurs haïtiens à la République dominicaine. Depuis, le silence est retombé sur cette affaire. Pourtant, rien n'a changé... ou si peu : le bénéfice que perçoit le président à vie Duvalier n'apparaît plus sur les contrats conclus entre les deux pays.

Les travaux forcés continuent pour les Haïtiens. La « zafra » (coupe de la canne à sucre) s'échelonne de janvier à juillet environ, dans les Caraïbes. Elle est assurée, depuis des dizaines d'années (1915) par des Haïtiens qui sont poussés à l'émigration par leurs conditions de subsistance très précaires dans les campagnes. Ils se retrouvent piégés par un système incluant l'information mensongère de la propagande gouvernementale, la complicité des Etats haïtiens et dominicains et la puissance

économique américaine de l'industrie sucrière dans le pays.

On peut répartir la main d'œuvre haïtienne en « viegos » et en « kongos ». Les « viegos », 250 000 personnes environ, sont installés dans le pays. Entrés, pour l'immense majorité, clandestinement, ils sont maintenus dans l'illégalité de manière à ne pas pouvoir prétendre à aucun droit.

Cette situation permet et favorise de très bas salaires et l'insécurité. Les autorités et l'armée les traquent et les transportent vers les centrales sucrières lorsqu'un manque de main d'œuvre se fait sentir. En décembre 1979, une véritable chasse à l'homme était organisée sur le territoire à cause du manque de personnel au début de la coupe.

Les « kongos », au nombre de 15 000 environ, viennent chaque année sur contrat faire l'appoint de « braceros » (coupeurs). En effet, une convention conclue entre les deux

gouvernements stipule les conditions d'hébergement, de protection sociale, de condition de travail. Mais la réalité est toute autre et s'apparente à l'esclavage.

Pour l'année 1980 (1), le contrat mentionnait la somme de 1 225 000 dollars américains versée par le Conseil d'Etat du sucre au gouvernement haïtien. Cette main d'œuvre est à un prix dérisoire : de l'ordre de 1 peso par jour (soit moins de 5 F). Ces conditions se traduisent par une vie de labeur et de misère pour les travailleurs qui logent dans des « bateys » (camps de regroupement) aux conditions de vie sordides, isolés au milieu des plantations. N'ayant pas de quoi survivre, ils s'endettent à l'unique boutique du camp. Pour prévenir toute tentative d'évasion, la milice et la police encerclent sans relâche les plantations.

Le Conseil d'Etat du sucre recrute donc 15 000 Haïtiens,

mais il existe également d'autres entreprises qui, sans contrat avec Duvalier, ont besoin de main d'œuvre. Vicini et Gulf and Western, multinationales américaines, représentent à elles seules 50% de la production de sucre. La seconde a un empire de 125 000 hectares de cannes ; 18 000 familles y sont installées de façon permanente et 15 000 travailleurs, pour la plupart, Haïtiens.

Le Conseil d'Etat du sucre n'est pas non plus propriétaire en totalité des terres sur lesquelles la canne à sucre est plantée. Ses usines achètent donc la production d'un certain nombre de particuliers (hauts gradés de l'armée dominicaine), d'où un besoin de plus de 15 000 « braceros » supplémentaires. Ce deuxième contingent est recruté par une véritable organisation de négriers. Des 15 000 Haïtiens officiellement recrutés par le Conseil du sucre, 4 000 disparaissent

chaque année pour alimenter un réseau clandestin. Il est à noter qu'aucun Haïtien clandestin n'est acheminé à la frontière, mais reconduits de force dans les plantations.

Les travailleurs haïtiens et dominicains font les frais de l'internationalisation du Capital. La République dominicaine est devenue, après la prise de pouvoir de Castro à Cuba, le premier exportateur de sucre vers les Etats-Unis. Les multinationales nient le droit à la vie et au respect de dizaines de milliers de travailleurs, et cela nous ne l'accepterons jamais !

Jean-Claude Gr. Kropotkine

(1) Du 26 au 28 mars 1980, le comité de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes se réunissait à Santo Domingo, en présence de Mitterrand, à une trentaine de kilomètres du « batey » le plus proche. Personne n'évoqua le problème, pas même une demande d'explication au président de la République dominicaine ne sera soulevée.

GRÈVE GÉNÉRALE AU DANEMARK

Le mouvement de grève fut déclenché du fait de la rupture des conventions collectives avec les employeurs dans la mesure où ces derniers ne concédaient qu'une augmentation salariale dérisoire de l'ordre de 2% en moyenne ; les salariés les moins payés bénéficiant de bien moins que 2% d'augmentation. Une heure de réduction du temps de travail fut, par ailleurs, « généreusement » accordée pour... 1987 !

Les salariés gagnant plus de 120 000 FF doivent prêter au gouvernement 7% de leur salaire, et ce sans intérêt pendant une période de cinq ans.

Le syndicat L.O., qui compte 1 380 000 adhérents, appelait le 22 mars à une manifestation massive devant le Parlement

Danemark qu'une action de cette nature est menée ; d'ordinaire, le Parlement est laissé sans surveillance. Moins de la moitié des parlementaires étaient présents à 9 h du matin ce jour-là. Dans un premier temps, la police se replia ; puis, aux alentours de 9 h 30, réussit à forcer le « blocus ». Tant que la grève fut « officielle », les salaires furent versés aux grévistes.

Après les réunions tenues lors du week-end, les délégués syndicaux qui n'avaient aucun pouvoir officiel pour négocier appelèrent à une grève massive pour le lundi 25 avril. Le délégué syndical du parti communiste appela à une « grève générale de 24 h » (leitmotiv bien connu). Le mouvement de grève

gnaire au mouvement, tant et si bien que le programme fut arrêté à l'exception de la diffusion d'informations concernant l'évolution de la grève. Les lignes aériennes stoppèrent tout vol. De nombreux journaux ne parurent plus. La circulation fut bloquée dans plusieurs villes, alors qu'à l'île de Fvem, des grévistes contraignèrent des travailleurs d'une usine à se mettre à leur tour en grève. Alors que les grévistes ripostaient aux attaques des forces de l'ordre, ils renversèrent des véhicules de la police.

A Odense, 3 000 personnes se rassemblèrent au cours d'un meeting de protestation, et ici encore, les voitures de police furent renversées. A Naestved,



à Copenhague. Les revendications étaient les suivantes : augmentation des salaires les plus bas et augmentation générale du niveau de vie.

Deux cents mille personnes se mirent en grève dans tout le Danemark, tandis qu'à Copenhague, 100 000 personnes en marche vers le Parlement bloquèrent les neuf ponts qui y mènent. La police fut mise en complète déroute devant l'ampleur de ce mouvement. C'est la première fois dans l'histoire du

ve déferla sur l'ensemble du Danemark. Plus de mille entreprises fermèrent leurs portes, nombre bien supérieur à ce qu'il fut lors de la grève « légale ». Le corps professoral, les travailleurs des postes, les mécaniciens, les dockers, les infirmières se rallièrent tour à tour à la grève, tandis que le service des bus et des trains se trouvait entièrement paralysé.

Puis, les techniciens de la radio et de la télévision se joi-

les ouvriers d'une usine d'automobiles établirent des piquets de grève. L.O. refusa d'apporter son soutien à l'ensemble de ces grèves, lesquelles durèrent encore les deux jours suivants. La plupart d'entre elles s'arrêtèrent avant Pâques, afin d'avoir l'assurance que les congés seraient payés, étant donné que les syndicats bureaucratiques avaient refusé de distribuer des fonds.

Extrait de « Black Flag »
(Source A.S.O.)

IRLANDE LE W.S.M.

C'EST nous, la classe ouvrière, qui produisons les richesses de la terre. C'est nous qui devrions jouir de ces richesses. Le Mouvement de solidarité des travailleurs (W.S.M.) veut abolir l'actuel système capitaliste où les patrons profitent des bénéfices et où les travailleurs n'ont rien.

Nous voulons construire une société nouvelle basée sur la gestion directe des travailleurs et sur le socialisme — mais, bien entendu, pas sur la farce intitulée « socialisme » qui est pratiquée en U.R.S.S., à Cuba et autres Etats policiers ! Nous voulons un type de société complètement différent, sans patrons et sans bureaucraties. Une société gérée par les travailleurs et pour eux. Nous voulons abolir toutes les relations autoritaires de haut en bas de l'échelle sociale et les remplacer par un contrôle de bas en haut. Nous refusons toute autorité coercitive et pensons que la seule limite à la liberté des individus doit être de ne pas empiéter sur la liberté des autres.

nisation fonctionne de cette manière. Nous ne prétendons nullement être des leaders sachant tout. Nous pensons que les grèves doivent être organisées par des comités de grève élus et par des assemblées générale de travailleurs ; non pas par des permanents. Les questions locales devraient être prises en charge par des associations de quartier et non par quelques leaders prenant seuls les choses en main. Nos syndicats devraient fonctionner grâce à des meetings réguliers ouverts à tous les membres, sur chaque lieu de travail et dans chaque secteur d'activité ; ne pas être aux mains de quelques bureaucrates tout puissants.

Le rôle du W.S.M. est de soutenir les luttes pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, de montrer que la source de nos problèmes réside dans le capitalisme, de populariser les organisations et les activités venant de la base, d'expliquer les idées anarchistes.

W.S.M.

Les militants du W.S.M. ne sont pas de doux rêveurs. Nous sommes activement engagés dans de nombreuses luttes concrètes : pour la démocratisation des syndicats et pour de meilleurs salaires, pour le droit à l'emploi, pour les droits des femmes. Le W.S.M. lutte aussi contre les divisions entre les travailleurs. Nous combattons toute tentative visant à dresser les hommes contre les femmes, les travailleurs qualifiés contre les autres, les vieux contre les jeunes, les catholiques contre les protestants.

Comme nous voulons une société gérée par les travailleurs eux-mêmes, notre orga-



GRANDE-BRETAGNE CONGRÈS DES SECTIONS NORDIQUES DE L'A.I.T.

Le samedi 6 et dimanche 7 avril s'est déroulé le congrès des sections nordiques de l'A.I.T. Près de 40 personnes participèrent à ce congrès, qui s'est tenu à Dalston, à l'est de Londres. Les sections de l'A.I.T. suivantes étaient représentées : la N.S.F. (Norvège), la F.A.U. (R.F.A.), l'A.S.O. (Danemark), ainsi que le D.A.M. (Grande-Bretagne). Des observateurs de la C.N.T. (France), de l'O.V.B. (Hollande) et un membre du secrétariat de l'A.I.T. étaient également présents.

Ce congrès s'est déroulé en langue anglaise ; langue « officielle » des sections nordiques de l'A.I.T. Des messages de salutation émanant de la W.S.A. (Etats-Unis) et de l'A.S.F. (Suède) furent lus à l'ouverture du congrès. Au cours du premier jour, les délégués et les observateurs des différentes sections firent des rapports sur la situation économique, politique et sociale de leurs pays respectifs.

Le membre du secrétariat de l'A.I.T. informa le congrès qu'une visite dans les pays d'Amérique du Sud était planifiée pour un futur proche. Annonce fut faite également de la parution prochaine de deux brochures traitant de l'économie anarchiste. Le secrétaire aux relations internationales du D.A.M. remer-

cia toutes les sections de l'A.I.T. pour leur soutien à la grève des mineurs britanniques. Les sections de l'A.I.T. présentes décidèrent de prendre en charge des mineurs emprisonnés. Le D.A.M. s'engagea à coordonner cette action.

L'A.S.O. rappela aux congressistes qu'un camp d'été des sections de l'A.I.T. serait organisé au Danemark, pendant la période du 13 au 27 juillet. Les membres de l'A.I.T. ayant l'intention d'y participer devront s'inscrire au moins six

semaines à l'avance et payer une somme de 20 livres. L'ensemble des participants approuva à l'unanimité ces conditions.

Ensuite, l'objet de la discussion porta sur la grève des mineurs : chaque délégué fit un rapport sur les résonances de cette grève dans son pays et dans son organisation. Une collecte en sou-

ten aux mineurs emprisonnés fut effectuée en terme de cette première journée.

Lors du second jour, les participants abordèrent le phénomène des nouvelles technologies — notamment par rapport aux nouvelles possibilités qu'elles offrent aux chefs d'entreprise pour contrôler plus aisément les travailleurs — et la façon dont, sous couvert d'« utilité sociale », on en vient à justifier une technologie qui va à l'encontre de l'intérêt des ouvriers. En conclusion, les parti-

ciers, en décrétant des grèves « illégales » et en les rendant responsables de celles-ci, par des amendes qui s'ensuivent. A moins que ces grèves ne soient encore sanctionnées par le patronat et par les organisations ouvrières elles-mêmes. Une conférence portant sur le problème du chômage est prévue prochainement au Danemark.

Le problème de la coordination et de l'échange d'informations entre les différentes sections de l'A.I.T. fut également abordé. Un congrès de l'A.I.T. axé sur le thème du chômage devrait se tenir selon toute vraisemblance avant la fin de l'année. Le prochain congrès des sections nordiques de l'A.I.T. se tiendra à Pâques 1986 au Danemark.

En sortant de ce congrès, une camarade de la F.A.U. fut renversée et sérieusement blessée par une voiture qui roulait à vive allure devant le lieu où se tenait le congrès. A l'heure où nous mettons sous presse, elle est encore dans le coma à l'hôpital. Les membres du D.A.M., du collectif de Black Flag, de même que tous les membres de l'A.I.T. lui souhaitent de recouvrer rapidement la santé.

Extrait de « Black Flag »



CONTRE L'OUBLI

« STALINE » LIVRE ET FILM

ALORS qu'à Moscou, où le stalinisme n'a jamais cessé d'avoir cours, on essaie de réhabiliter par la bande « Oncle Joe » — comme Roosevelt l'appelait affectueusement à Yalta —, le maître-livre que Boris Souvarine, décédé en octobre dernier, consacra à l'ex-séminariste géorgien, devenu le pape fou d'un système assassin, vient d'être à nouveau réédité par les éditions Gérard-Lebovici et a inspiré un film, sorti sur les écrans parisiens il y a un mois.

En 1935, la réalité stalinienne était connue depuis des années par la petite frange des révolutionnaires — surtout anarchistes et syndicalistes révolutionnaires — qui avaient su ne pas succomber au « mirage de Moscou » ; en revan-

ouvrage, il a, d'une part, expliqué tous les ennuis et problèmes que cela lui a valu sur le moment ; et, d'autre part, fait le tri de ce qui a confirmé ou infirmé ses informations et les dires fantasmagoriques de l'intelligentsia de gauche et des « compagnons de route » de cette période. Le meilleur appui qu'il ait pu trouver a été le rapport de Nikita Krouchtchev au XX^e congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., en 1956, où tous les crimes de Staline ont été longuement exposés.

Nous ne saurions donc trop conseiller la lecture de cet ouvrage à tous ceux qui voudraient comprendre les événements de ce siècle et le discrédit jeté sur

avant sa mort, il avait commandé à un cinéaste documentaire, Jean Aurel, un film adapté du *Staline* de Souvarine. La disparition de G. Lebovici n'a pas interrompu ni la réalisation de ce film ni la poursuite des publications des éditions Champ-Libre, devenues en hommage à sa mémoire les éditions Gérard-Lebovici ; sa femme et ses collaborateurs continuant avec ténacité son œuvre.

Le film de Jean Aurel, sorti début mars, est un événement, non seulement par la qualité de la réalisation, très fidèlement adaptée de Souvarine, mais aussi par la judicieuse utilisation de rarissimes documents d'archives filmées. Signalons, par exemple, les séquences extraordinaires de la fraternisation entre la Wehrmacht d'Hitler et l'Armée rouge de Staline, en 1939 ; de l'accord soviéto-nazi, où l'on voit se congratuler les dignitaires hitlériens et Staline, auxquelles succèdent peu après les images ronronnantes d'amitié entre Churchill, Roosevelt et le même Staline, bourrant paisiblement sa pipe. Notons à l'intention de ceux qui estimerait que ces temps sont révolus, que l'on peut déjà apercevoir sur ces images d'il y a plus de quarante ans un personnage de premier plan qui se dissimule derrière son maître : l'actuelle éminence grise du Kremlin, André Gromyko, consacré par conséquent comme le champion ès diplomatie stalinienne de tous les temps !

Un tel document ne pouvait être passé totalement sous silence par la critique officielle. Relevons un bon dossier photographique et une interview avec Jean Aurel dans *Le Matin* ; l'ensemble étant maladroitement présenté comme relevant d'un cinéma d'horreur (titre : « Staline, maître de l'épouvante »), alors que l'horreur, à notre avis, s'applique à ceux qui trouvent cette réalité horrible car elle mesure en cela toute l'horreur de leur propre oubli ou ignorance. *Libération* est fidèle à son crétinisme habituel : le compte-rendu traite du film

comme s'il était d'Aurel et omet de préciser que ce n'est qu'une mise en images de l'œuvre de Souvarine et que, si on veut en saisir la portée, il faut se référer à celle-ci et non s'en prendre à une prétendue « manipulation » ou « détournement » de séquences, ce en quoi le pseudo-critique démontre qu'il n'a jamais ni lu Souvarine ni quelques écrits se rapportant au sujet, et que sa propre « destalinisation » n'a jamais été entamée.

Quant au *Monde*, il manie aussi bien les contresens : « (Staline) impose une caricature sanglante du système qui lui a permis d'arriver au pouvoir, mais il en est aussi l'enfant », à des remarques tatillonnes reprochant au film de ne pas parler des marins insurgés de Kronstadt (3) et l'utilisation de quelques séquences de fiction — où Staline est joué par un comédien dans un film soviétique de l'époque. Là aussi, on voit bien qu'il est difficile d'exorciser ses anciennes prises de positions « progressistes » et pro-staliniennes (4).

L'(in)Humanité a, paraît-il, consacré quelques lignes au film. On nous pardonnera de ne pas les avoir consultées, car étant adepte de la bonne habitude hygiénique de garder l'haleine fraîche le matin, nous ne nous adonnons pas à la lecture de ce quotidien malodorant.

L'occasion étant excellente, nous avons mené une brève enquête afin de mieux connaître l'impact que pouvaient avoir ces images sur les spectateurs : certains ont été choqués par les séquences de fraternisation nazi-soviétique puis américano-stalinienne, célébrées sur le dos de dizaines de millions de gens ; d'autres ont trouvé le commentaire parfois excessif — la présentation de Staline comme le plus grand criminel de l'histoire. Réactions en partie primaires — l'indignation est une profession facile — et surtout choquantes et excessives elles-mêmes en ce qu'elle révèle d'ignorance volontaire, car depuis belle lurette on ne peut plus ni ignorer le palmarès lénino-stalinien — 60 millions de morts en U.R.S.S. — ni oublier qu'on « sait » et qu'on a toujours pu savoir.

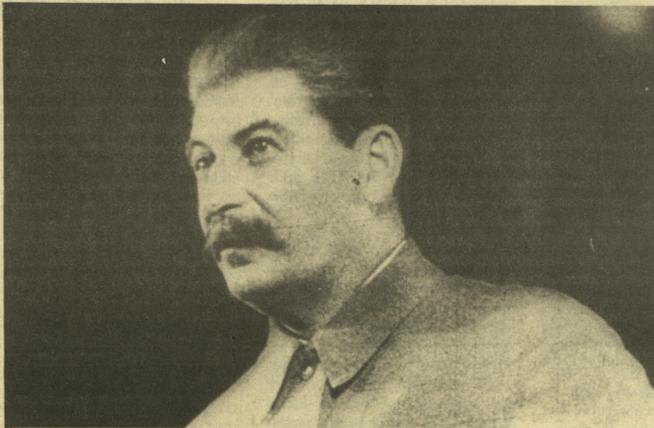
Alexandre Skirda

(1) Boris Souvarine, « A contre-courant, écrits 1925-1939 », éd. Denoël, 1984, 366 pp., 120 F.

(2) Souvarine, « Staline, aperçu historique du bolchevisme », éd. Gérard-Lebovici, 1984, 640 pp., 85 F.

(3) Comme s'il s'agissait de relater toute l'histoire de la révolution russe et de l'époque, alors que Souvarine avait bien pris le soin de sous-titrer son livre « Aperçu historique du bolchevisme », en en traçant donc les limites bien visibles.

(4) « Le Matin » et « Libération » du 13 mars 1985, « Le Monde » du 14 mars 1985.



che, il était de la plus grande urgence d'informer un public plus large, tant l'opinion publique avait été mystifiée par les réalisations pharaoniques du premier plan quinquennal et les bobards en tout genre répandus par les épigones français de Staline. Cela, alors même que dix millions de paysans périssaient entre 1930 et 1934, victimes de la famine organisée et des pogromes du Guépéou ! Certes, Souvarine entretenait encore à l'époque des illusions sur Lénine et les débuts du régime, comme une récente anthologie de ses textes de ces années le montre bien (1). En effet, son parcours n'est pas innocent : il a commencé par glorifier les bolcheviks et la Troisième Internationale, puis a couvert les premiers crimes politiques du régime : voir ses six articles très virulents dans *L'Humanité*, en 1922, contre les socialistes-révolutionnaires, lors de leur procès public ; il a même « démasqué » Makhno (*L'Humanité* du 9 mars 1924), en conseillant aux anarchistes de s'informer sur le « compte de leurs héros internationaux » et de « nous foutre la paix ». Cependant, mû par un souci éthique de vérité — ce qui est tout à son honneur —, il n'a pas tardé à se retourner son « conseil » et à se poser des questions de plus en plus embarrassantes : lire par exemple sa *Lettre à l'opposition russe* en 1927, publiée ici pour la première fois, où il déplore naïvement que le Parti communiste français et toutes ses filiales soient directement et grassement payés par Moscou, les cotisations ne représentant que le vingtième des rentrées d'argent ! Il poursuit son évolution et au contact des faits, de la réalité meurtrière du régime, il ne cesse de les dénoncer publiquement et prend une distance grandissante à l'égard de son « amour de jeunesse ».

Quoi qu'il en soit, en 1935, Boris Souvarine a eu le courage et l'honneur de publier ce *Staline*, où il dévoilait la vérité sur l'U.R.S.S. Dans une introduction et une postface à la réédition de cet

le projet révolutionnaire émancipateur par le lénino-stalinisme (2).

Il y a un an, Gérard Lebovici, fondateur et animateur des éditions Champ-Libre, était assassiné dans des circonstances non encore élucidées. En hommage à sa mémoire, il faut saluer la publication non seulement du *Staline* de Sou-



varine, mais également d'un certain nombre d'ouvrages fondamentaux, citons : le *Rapport secret de Krouchtchev*, d'Anton Ciliga ; *Dix ans au pays du mensonge déconcertant* d'Arthur Lehning ; *De Buonarroti à Bakounine* de Krivitsky ; *Agent de Staline* ; des *Archives Bakounine* et de beaucoup d'autres textes inédits ou occultés qui, disons-le sans fard, n'auraient certainement pas vu le jour dans le monde oublieux et fuyant de l'édition. L'avenir nous révélera peut-être si son assassinat a été lié, d'une manière ou d'une autre, à son activité d'éditeur. Il finançait sa maison d'édition grâce à son métier d'impresario-producteur dans le cinéma. C'est à ce titre que, peu de temps



GASTON COUTÉ

LE VENT DU CH'MIN
QUI? QUE? QUOI? COMMENT?

QUAND en 1975 une poignée d'irréductibles décida de rééditer les œuvres complètes de Gaston Couté, on eut pu croire que l'entreprise tint de la gageure ou de l'inconscience.

Aujourd'hui, 10 ans plus tard, nous avons sorti 5 tomes plus un glossaire ; plusieurs milliers de livres ont été vendus et nous avons achevé notre besogne en remplissant Bobino.

Qu'est-ce qui vaut à l'association Le Vent du ch'min un aussi bon succès commercial ? Qu'elle fut la démarche ? Comment faire ? Comment vendre ? Avec les sous de qui ? Toutes ces questions que nous nous posions furent assez vite résolues par la volonté d'aller de l'avant, de foncer tête baissée ; nous n'avions rien à perdre.

Le Vent du ch'min, c'est avant tout une équipe de copains soudée dans un même esprit et une même volonté : faire connaître Couté. Il fallut pour ça se retrousser les manches, courir les bibliothèques, rencontrer des responsables d'associations, fouiller dans le vieux musée de Meung-sur-Loire, et puis voilà. La collecte faite, les premiers tomes dans les cartons, direction l'imprimerie (Besançon), une souscription et ça passe ou ça casse : ça a passé...

Nous avons entrepris en quatre tomes ce qui quelques années auparavant fut pillonné, ignoré, méprisé (éd. Seghers, 1961). Sans doute le côté pedzouille dont parlât si élégamment Léo Mallet au moment de son inoubliable et illustre — mais pourtant fugace — car-

rière de chansonnier. Enfin la mayonnaise a pris. Les recettes du tome I ont financé le tome II et ainsi de suite jusqu'au quatrième que nous pensions le dernier. Entre temps, nous avons publié le fac similaire de *La Feuille* de Zo d'Axa dont l'impact commercial moins important fut largement compensé par l'attrait propagandiste beaucoup plus marqué que chez Couté : il manque simplement la poésie du verbe.

La parution du cinquième et dernier tome, plus tard, est davantage dû au hasard qu'à nos recherches. Le propriétaire des droits d'auteur de Gaston Couté, au moment où ceux-ci n'étaient pas encore publics, nous a en effet proposé quelques manuscrits originaux de l'auteur, moyennant finances bien sûr, et nous avons pu ainsi épuiser le fond iconographique, éditer quelques articles intéressants et publier ces textes retrouvés.

Cette aventure fut évidemment largement menée grâce au talent artistique de Gérard Pierron et Bernard Meulien qui furent rejoints plus tard

par d'autres. Ce complément indispensable fit que l'on pu organiser quelques petits galas dans quelques petits théâtres et gagner ainsi quelques petits sous.

Il n'est plus désormais de Beauceron cultivé qui ne connaisse Gaston Couté. Et même si ce lecteur ne retient que le côté patoisant de l'imbécile heureux qui est né quelque part — pas de chez lui, c'est mieux ! —, c'est à travers des cris déchirés d'écorché vif. L'antimilitarisme, la haine du conformisme et de la connerie triomphante en patois, cela reste de l'antimilitarisme, de la haine du conformisme et de la connerie triomphante et c'est ça qui importe.

Notre œuvre éditrice fut guidée aussi par le plaisir. Il nous a plu de collationner, de classer, de chercher, de réfléchir à une préface à grands coups de verre de Muscadet bien frais qui agace les amygdales (pour ceux qui en ont) pour qu'enfin les œuvres complètes de l'ami Gaston Couté enrichissent la culture libertaire.

Le Vent du ch'min

RENCONTRE

LA librairie du Monde libertaire organise le samedi 27 avril un forum-débat, à partir de 16 h, au 145, rue Amélot, Paris 11^e (métro République), autour de l'œuvre de Gaston Couté, poète libertaire, avec la participation de Gérard Pierron (chanteur), les éditions du Vent du Ch'min, Marc Robine, de *Paroles et Musique*.

Ce débat sera précédé d'une émission ayant le même thème diffusée par Radio-Libertaire le samedi 27 avril, de 11 h à 12 h.

Les administrateurs

« LA SECTE »
DE PHILIPPE ROBRIEUX

C'EST une évidence qui ne date pas d'aujourd'hui, chaque jour qui passe voit la silhouette du Parti communiste français s'efflanquer un peu plus. L'intolérable érigé en système à l'Est, l'attachement indéfectible du P.C.F. à cet intolérable, son mode de

fonctionnement quasi militaire, une politique toute en virages à 180°... tout cela concourt à faire fuir le militant, le sympathisant et l'électeur.

Pourtant, même s'il ne cesse de s'effriter et de perdre du muscle, le P.C.F. tient encore solidement debout. Sa puissance demeure redoutable. Et disons-le tout net, sa mort n'est malheureusement pas encore pour demain.

A cela, une multitude de raisons que Philippe Robrieux nous énumère dans ce livre (1). On y découvre, entre autres, l'extraordinaire puissance financière du P.C.F. Une puissance financière qui repose pour l'essentiel sur la part qui lui revient dans toute transaction commerciale avec l'Est, sur les sommes énormes qu'il gère par le biais des comités d'entreprises ou des municipalités qu'il contrôle. Une puissance financière qui lui permet d'entretenir royalement des dizaines de milliers de permanents. On y découvre également la logique profonde du fonctionnement du P.C.F. Une logique qui fait

de chaque cadre un assujéti et de chaque militant un assisté psychologique. On y découvre enfin cette cohésion à nulle autre pareille qui fait de chaque adhérent l'élément d'un puzzle dont il ignore la forme et la signification réelle.

On l'aura donc compris, ce livre se lit comme un polar. C'est un voyage à l'intérieur du corps et de l'âme du P.C.F., et on y trouve à profusion des informations et donc des armes pour combattre ce monstre froid qu'est le Parti communiste français, qui pourrait encore survivre même s'il n'avait plus un seul militant ou électeur et qu'il faudra donc abattre.

Un livre à lire, donc, pour peu que l'on laisse de côté la dérive pro-socialiste de Robrieux, qui, comme bon nombre de déçus du P.C.F., s'est réfugié dans la sécurité du réformisme.

J.-M. Raynaud

(1) « La Secte », Philippe Robrieux, éd. Stock, en vente à la librairie du Monde libertaire, 79 F.

« LA CHANSON D'UN GÂS
QU'A MAL TOURNÉ »

EDITÉ il y a une dizaine d'années, ce disque (1) était aussi introuvable que recherché. Il associe deux interprètes de Couté, Gérard Pierron et Bernard Meulien, séparés depuis longtemps et menant chacun de leur côté, avec fougue et chaleur, leur vie d'artiste et leur rage libertaire.

Ces deux compères ont été, au début des années 70, pour beaucoup dans la résurgence de Gaston Couté, le peineux beauceron exilé dans le Montmartre du début du siècle, poète torturé par la bêtise et l'autorité sous toutes leurs formes. Couté vivait jusqu'au bout sa poésie mêlant pudeur d'un cœur meurtri et mesure passionnelle de l'ivrogne, ballotté par notre difficile anarchie qui prétend associer révolte et quête de la liberté.

Couté fut très prolifique et sans déchets. Sobre et efficace, il écrivait avec une pureté simple qui voyait dialoguer le quotidien champêtre et obscur avec une éthique amère et sans compromission. Symbiose totalement réussie.

Pierron et Meulien, pendant des années de galère et d'obstination, avaient parfait et retransmis avec panache l'univers Couté lors de nombreux spectacles. Cette œuvre, enfin rééditée, qui alterne un conteur vrai jusqu'à la spontanéité et un chanteur dont les mélodies et les musiciens renforcent les textes dans leur tact, leur chaleur et leur émotion, montre sans « folklorisme-jogging » à la mode, souvent ringard et envahissant, qu'aujourd'hui Couté nous invite encore à mal tourner. Regardez Jean-Marc Le Bihan, par exemple, ce baladin des rues...

Alain Crapaud

(1) « La chanson d'un gâs qu'a mal tourné », disque Jam, en vente à la librairie du Monde libertaire, 70 F.

PROGRAMMES
DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 25 avril :

« A fleur de poésie » (12 h à 13 h) : le surréalisme et l'amour.

« De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Christian Camerlynck et Jean-Claude Severe.

« Si vis pacem » (18 h à 19 h) : émission de l'Union pacifiste de France ; invité : Didier Deaninckx (auteur de romans policiers).

« Chronique syndicale » (19 h à 22 h) : la lutte des nettoyeurs du métro.

« Jazz en liberté » (22 h à 1 h) : jazz et dossier « rue Saint-Denis ».

• Vendredi 26 avril :

« Enlivrez-vous » (13 h à 14 h 30) : avec Serge Koster, pour son livre « Une femme de si près tenue ».

« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : rencontre avec Jean-Louis Foncine (écrivain), Pierre Joubert (illustrateur) et Yann Nilzen (collection pour la jeunesse Signe de piste).

• Samedi 27 avril :

« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : émission animée par des militants anarcho-syndicalistes ; rencontre avec des militants du livre C.F.D.T.

« Près du radiateur » (18 h à 19 h) : les anarcho-punks à Bonn.

• Dimanche 28 avril :

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : émission spéciale sur le Portugal.

« La fiancée de M. Spock » (18 h à 20 h) : Tarzan n'est jamais né au Congo !

« Trisomie 21 » (20 h à 22 h 30) : Invités : le magazine « New Wawe », le groupe Verdun. News de Londres.

• Lundi 29 avril :

« Avis sur le théâtre » (10 h 30 à 12 h) : Feydeau et Labiche (et Offenbach).

« A bâtons rompus » (14 h à 16 h) : sur l'anarchie, avec Stéphane Carel.

« Contre-Champ » (18 h à 20 h) : Roger Coggio et Fanny Cottençon, à propos de « Monsieur de Pourceaugnac ».

• Mardi 30 avril :

« Prisons » (20 h à 22 h) : émission contre l'enfermement. Chronique de J. Lapeyrie, avec Maurice Joyeux et Jacques Lesage de la Haye, à propos de l'A.S.P.F.

• Mercredi 1^{er} mai :

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : les P.C.B. (pollution due aux transformateurs).

LE ROCK

ASSASSINÉ !

Sous prétexte d'« insécurité », l'office d'H.L.M. veut détruire un espace de liberté acquis !

Une manifestation contre l'expulsion d'une cinquantaine de groupes de musiciens qui louent depuis 1979 des box dans un parking du 19^e arrondissement de Paris aura lieu le 27 avril, à 14 h, place Monge.

Un concert sera organisé le 30 avril, à 19 h, avec Verigo, Miss Kong, Betty's Boop, Porte Mentaux, etc.
B.

PROPORTIONNELLE LE COUP DU PÈRE FRANÇOIS

MITERRAND a tranché. Les prochaines élections législatives auront lieu à la proportionnelle départementale. Bien évidemment la décision n'a pas encore été avalisée par les Chambres, mais le résultat ne fait aucun doute : les députés socialistes voteront cette nouvelle loi électorale. Et pourtant beaucoup la désapprouvent, et pour cause ! La proportionnelle annule toutes leurs chances de renouveler leur mandat en 1986. En revanche, elle devrait permettre au chef actuel de l'Etat de conserver son siège jusqu'en 1988. Entre la tête de quelques députés et la sienne, le choix de Mitterrand ne faisait pas l'ombre d'un doute.

Le P.S.-godillot

Cette pitoyable affaire confirme donc ce qu'on savait déjà : le P.S. comme tous les partis majoritaires qui l'ont précédé à l'Assemblée nationale, est un parti-godillot solidement verrouillé par le chef de l'Etat. La démission de Rocard ne doit pas faire illusion. Si l'ex-ministre de l'Agriculture a claqué la porte, c'est qu'il n'avait guère d'autres solutions. Le gouvernement Fabius applique sans vergogne une politique économique que Rocard prophétisait il y a quelques années, sans

que celui-ci en tire le moindre bénéfice politique.

Pire, Fabius atteint son top-niveau dans les sondages, alors que Rocard s'effondre. La politique ignore les droits d'auteur et la cote de présidentielle, que l'ex-dirigeant du P.S.U. s'était laborieusement taillée depuis des années, part en lambeaux. L'occasion de la proportionnelle a fait le larron, Rocard part aujourd'hui à la recherche de sa popularité perdue en misant sur l'écho médiatique de sa démission-surprise. Car, comme l'écrivait Oscar Wilde : « s'il est au monde rien de plus fâcheux que d'être quelqu'un dont on parle, c'est assurément être quelqu'un dont on ne parle pas » !

Reste que Rocard s'est bien gardé de dénoncer le trait le plus marquant de ce nouveau coup du père François. En effet, cette astuce politicienne jette aussi un jour crû sur le fonctionnement réel de notre système parlementaire ; au-delà des professions de foi démocratiques partagées à longueur de discours, les faits sont bien là : un homme seul peut aujourd'hui imposer le mode de scrutin électorale de son choix.

Mitterrand a donc probablement sauvé sa place. Après des dizaines d'années de subtile pratique du jeu politique, l'homme du 10 mai 1981 pourrait

encore donner plus d'une leçon de stratégie à plus d'un apprenti-président ! Mais au-delà du tour de passe-passe du président Mitterrand, le choix de la proportionnelle aura des conséquences tangibles sur l'évolution du champ politique.

A droite de la gauche ? Le centre...

A gauche, le choix de la proportionnelle sanctionne sur le plan électoral la rupture entre le P.S. et le P.C. Le Parti communiste qui, aujourd'hui n'est plus lié à son partenaire honni par le jeu des nécessaires désistements de deuxième tour, va pouvoir s'enfoncer dans une critique de plus en plus sévère de l'actuelle gouvernement. Une rupture durable qui coupe l'herbe sous le pied des rénovateurs, ne leur laissant plus qu'une alternative : quitter le P.C. pour aller rénover ailleurs !

A droite, la conséquence la plus retentissante sera l'apparition de plusieurs dizaines de députés du Front national, avec le risque certain d'offrir une nouvelle tribune à la vague de xénophobie et de racisme qui traverse l'hexagone. Le Pen s'est d'ailleurs réjoui de ce nouveau mode de scrutin. Telle qu'elle est conçue, cette proportionnelle départementale réajus-

tée par l'astuce des moyennes donne une prime aux grands partis. Le F.N. n'est pas un grand parti, mais sa forte implantation dans certains départements devrait lui permettre de décrocher un nombre appréciable de sièges.

Côté U.D.F. et R.P.R., on voit s'envoler la majorité absolue au Parlement que promettaient les derniers scores électoraux transposés sur l'ancien mode de scrutin. Une alliance avec les députés du F.N. n'étant guère envisageable, les partis de droite, sauf surprise, ne devraient pas pouvoir contrôler à eux seuls le Parlement... d'autant plus que les quatre-vingt-six nouveaux sièges créés ne l'ont pas été pour en faire profiter la droite !

La critique libertaire facilitée ?

L'hypothèse de majorité parlementaire la plus vraisemblable serait donc une alliance entre un groupe socialiste puissant et des députés centristes, C.D.S. ou radicaux grappillés à l'U.D.F., bien que Barre s'efforce d'y faire barrage. Un Parlement de centre droit soutenant un gouvernement de centre droit, voilà qui ne devrait pas faire beaucoup évoluer les grands choix politiques actuels.

Outre les multiples tripotillages qu'elle suscite, cette réforme électorale peut aussi ouvrir le flanc de la citadelle étatique à une critique libertaire efficace. En instituant un système de listes départementales d'ailleurs largement impopulaire, la réforme du scrutin peut entamer les rapports clientélistes qui existaient entre les électeurs et les députés du terroir bien implantés dans leur circonscription respective. Mieux, le vote à un seul tour, tel qu'il est conçu, induit le vote utile en marginalisant les petites listes. Les électeurs de l'extrême gauche, du P.S.U., des écologistes, voire parfois du Parti communiste, vont se trouver confrontés au dilemme suivant : voter pour leur liste préférée — et dans ce cas-là, sur le plan électoral, « faire le jeu de la droite » —, ou voter utile, ce qui reviendra le plus souvent à voter pour un P.S. tant critiqué ! Coïncidence entre la peste et le choléra, plus d'un de ces électeurs risque de faire le choix de ne pas pénétrer dans l'isolier. Effet pervers de la réforme du scrutin, le choix de l'abstention pourrait bien être facilité. A nous, de faire en sorte que ces abstentions circonstancielles débouchent sur une possibilité libertaire.

Jérôme Charentaise

3^e CONGRÈS DE LA C.N.S.T.P. VIRAGE CONSTRUCTIF OU DÉRAPAGE RÉFORMISTE

Le 3^e congrès de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (C.N.S.T.P.) qui s'est déroulé le 10 et 11 avril à Villeneuve-sur-Lot avait pour thèmes : « Combien de paysans ? Avec quel revenu ? Un choix qui interpelle toutes les forces sociales ». Les paysans travailleurs entendaient par ces thèmes exprimer leurs propositions face à la crise qui touche le monde agricole, et montrer leur conscience que cette crise est aussi une crise de société plus globale liée à la restructuration capitaliste qui touche tous les secteurs économiques.

Vivre de notre travail maintenir l'emploi en agriculture

Face à la dégradation du revenu agricole, aux situations de faillites et d'endettement des exploitations, aux difficultés d'installation des jeunes, la C.N.S.T.P. a renouvelé ses revendications pour une garantie du revenu et, surtout, la prise en compte de la rémunération du travail paysan dans le prix des produits, la reconnaissance du travail des femmes, pour la reconsidération du problème foncier et de la propriété, et pour la reconnaissance d'un véritable statut de travailleur agricole qui vise à séparer exploitation et famille, capital et travail.

A propos du statut, les paysans travailleurs restent réservés à l'égard du rapport Gouzes, même s'ils le considèrent comme une base de discussion intéressante. Ce rapport, publié en décembre 1984, concernant la séparation juridique de l'exploitation et de la famille et un règlement judiciaire spécifique à l'agriculture, a été enterré dès sa sortie par le ministère qui l'avait commandé, malgré les espoirs qu'il avait pu susciter chez les agriculteurs... Mais il ne résoud pas, par ailleurs, le problème de la capitalisation forcée et de la dépendance des exploitations vis-à-vis du Crédit agricole et des industries agro-alimentaires.

Briser le corporatisme construire des solidarités

Ce congrès devrait représenter un « virage » pour la C.N.S.T.P., elle espère impulser une animation locale plus importante dans le monde paysan, amener les agriculteurs à un véritable projet syndical, s'opposer au monopole idéologique de la F.N.S.E.A. (1), et contrer l'émergence possible d'un corporatisme dangereux (poujadisme qui peut naître de la crise).

Virage également, dans le sens où les paysans travailleurs estiment que le problème agricole est l'affaire de tous les travailleurs et, réciproquement, que



L'ancien et le nouveau ministre de l'Agriculture.

leur dynamique syndicale doit être ouverte à d'autres mouvements sociaux, par une solidarité à l'échelon local avec les syndicats des salariés de l'agro-alimentaire, mais aussi avec les syndicats de travailleurs d'autres secteurs (consommateurs, associations tiers-mondistes). Cette ouverture était d'ailleurs illus-

trée par la présence à ce congrès de paysans mexicains, de Solidarité agro-alimentaire (Solagr), association tiers-mondiste), d'associations de consommateurs, d'un représentant de la F.G.S.O.A. (syndicat de salariés agricoles).

Mais pour quel choix syndical ?

Toutefois, on peut se demander jusqu'où va cette notion de « forces sociales » : pourquoi le journal agricole du P.S.U. (*Germinal*) était-il vendu dans l'enceinte du congrès ? C'est tout le problème de l'autonomie syndicale qui reste posée, même à la C.N.S.T.P.

C'est aussi tout le problème de l'ambiguïté d'un mouvement syndical qui doit composer avec les différents « partenaires sociaux », dont l'Etat. Telle la présence, à ce congrès, d'un représentant du cabinet du ministre de l'Agriculture, même si c'est un dialogue de sourds qui s'est engagé entre un discours étatique inconsistant et les critiques violentes des congressistes.

L'autonomie syndicale à l'égard des partis, l'écueil du compromis syndical avec les différents « partenaires sociaux », tels sont les points sur lesquels nous sommes, anarchistes et anarcho-syndicalistes, particulièrement vigilants. Et qui nous font souhaiter que la C.N.S.T.P., qui reste porteuse de propositions syndicales intéressantes pour les travailleurs de l'agriculture, ne tombe pas dans le piège du réformisme, que son « virage » ne devienne pas un dérapage contrôlé.

Anne
Liaison du Tarn

(1) Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.